LE PLAN B

www.leplanb.org

Déc. 2006/Janv. 2007 - N°5 Critique des médias et enquêtes sociales 2 euros

AU MENU

Spécial riches

Où va l'argent ?

L 13579 - 5 - F: 2,00 € - RD

Le courrier du cœur

Quel dommage… *PLPL* était stimulant, drôle, incisif, malin, sardonique…
Le Plan B: Idéologique, triste et parfois sinistre.
Revenez à *PLPL* sinon je vous laisse croupir dans votre show aigre-rouge.
Cordialement»

Cher Plan B
Je me conchie d'avoir oublié de me ré-abonner. Pour expier je donne une obole faramineuse de 20 € et je m'enrôle dans les commandos d'entartage
Tu me pardonnes hein? Fred

Jamais malade avec la Sécu !

Votre article intitulé «la chasse aux malades du travail» (dans *Le Plan B* n° 4) m'a quelque peu tourneboulé les intestins en me remettant brutalement le nez dans mon sordide quotidien professionnel. En effet, il se trouve que, tout noble sardon que je sois, je gagne ma croûte en tant qu'agent administratif de la sécurité sociale, et plus particulièrement au sein du service du contrôle médical (SCM).

[…] Le service dans lequel je turbine se transforme peu à peu en un immense pôle de flicage des assurés, à l'instar des ANPE pour les chômeurs. […] Petit exemple d'une pratique observée localement: soit monsieur X en arrêt de travail et convoqué au SCM. Monsieur X, qui est un assuré consciencieux, se rend à son rendez-vous car sinon ses indemnités journalières lui sont sucrées d'emblée. Donc il se ramène chez nous et se fait examiner par un médecin-conseil (MC). La logique voudrait que si X souffre d'une pathologie ne lui permettant pas de travailler, le MC de la sécu justifie son arrêt de travail. *A contrario*, si X fait partie des 6 % de simulards, le MC transmet à la caisse primaire (chargée de notifier la décision à l'intéressé) un avis défavorable et une reprise de travail. Or, quelques fois, alors que la personne est vraiment malade, le MC transmet quand même un avis défavorable… à compter de la date de fin de l'arrêt de travail. En clair, l'arrêt de travail de X va du 10 au 15 novembre, et le MC transmet un avis défavorable à compter du 16 novembre. L'intérêt d'une telle acrobatie? D'abord, elle permet de gonfler le chiffre des arrêts de travail non justifiés et donc d'entretenir le mythe d'une horde de médecins complaisants et de travailleurs tire-au-flanc. Ensuite, par son effet psychologique sur l'intéressé, elle participe à l'effort national visant à culpabiliser et à dissuader les travailleurs tentés par un congé maladie. Vous suivez le parallèle avec les chômeurs?

Il y a quelques semaines, j'ai reçu un coup de fil d'un type dont la femme, en arrêt de travail pour une grave dépression, était convoquée chez nous. Le type, légèrement furibard, commence à m'engueuler en m'expliquant qu'en près de vingt ans de carrière, c'est la première fois que sa caissière de femme s'arrête de bosser, qu'elle subit une dépression cognée (ainsi que plusieurs autres de ses collègues) suite aux techniques de management peu scrupuleuses du patron du Champion dans lequel elle bosse et qu'il s'en est fallu de peu qu'elle soit hospitalisée. Et vlan! elle se prend un contrôle de la sécu. Mais tout colère qu'il était, le mari était prêt à aller chercher sa légitime qui se reposait à plus de deux cents bornes d'ici, chez ses parents, pour la présenter dans nos locaux. Quelle ne fut pas sa surprise lorsque je l'informai que sous ma honteuse apparence de scribouillard fonctionnarisé se cachait l'âme d'un sardon en pleine possession de ses moyens. Je lui dis donc que je comprenais tout à fait sa colère et lui donnai quelques conseils en vue d'intenter une action en justice contre le potentat du supermarché. Quant à la convo de sa femme, j'allais en toucher un mot au MC.

[…] Quelques jours plus tard, il vint à l'accueil, me remercia pour «mon écoute», me serra la louche et me tendit une bouteille de champ'. Sur quoi je restai longuement con, avant de lui promettre de sabler la boutanche en l'honneur de tous ces martyrs morts sur le gibet en hurlant: «Vive l'anarchie! Vive la Sociale!» […]

Oui! Je veux Détruire le PPA! je m'abonne au *Plan B*

Bulletin à remplir et à renvoyer à: Le Plan B, Service abonnements, BP n° 1, 59361 Avesnes sur Helpe Cedex. Mail: abonnements@leplanb.org
Tel: 03 27 56 38 55 - Fax: 03 27 61 22 52 (ou sur papier libre)

Règlement par chèque bancaire à l'ordre de «La Sardonie Libre»

- ❑ Je m'abonne au Plan B (10 numéros) et vous joins un chèque de 20 €*
- ❑ Je commande..... paquets de 10 exemplaires du Plan B n°… et vous joins un chèque de… x 12 €
- ❑ J'apporte un soutien de..... € au Plan B

Nom: ....

Prénom: ....

Adresse: ....

....

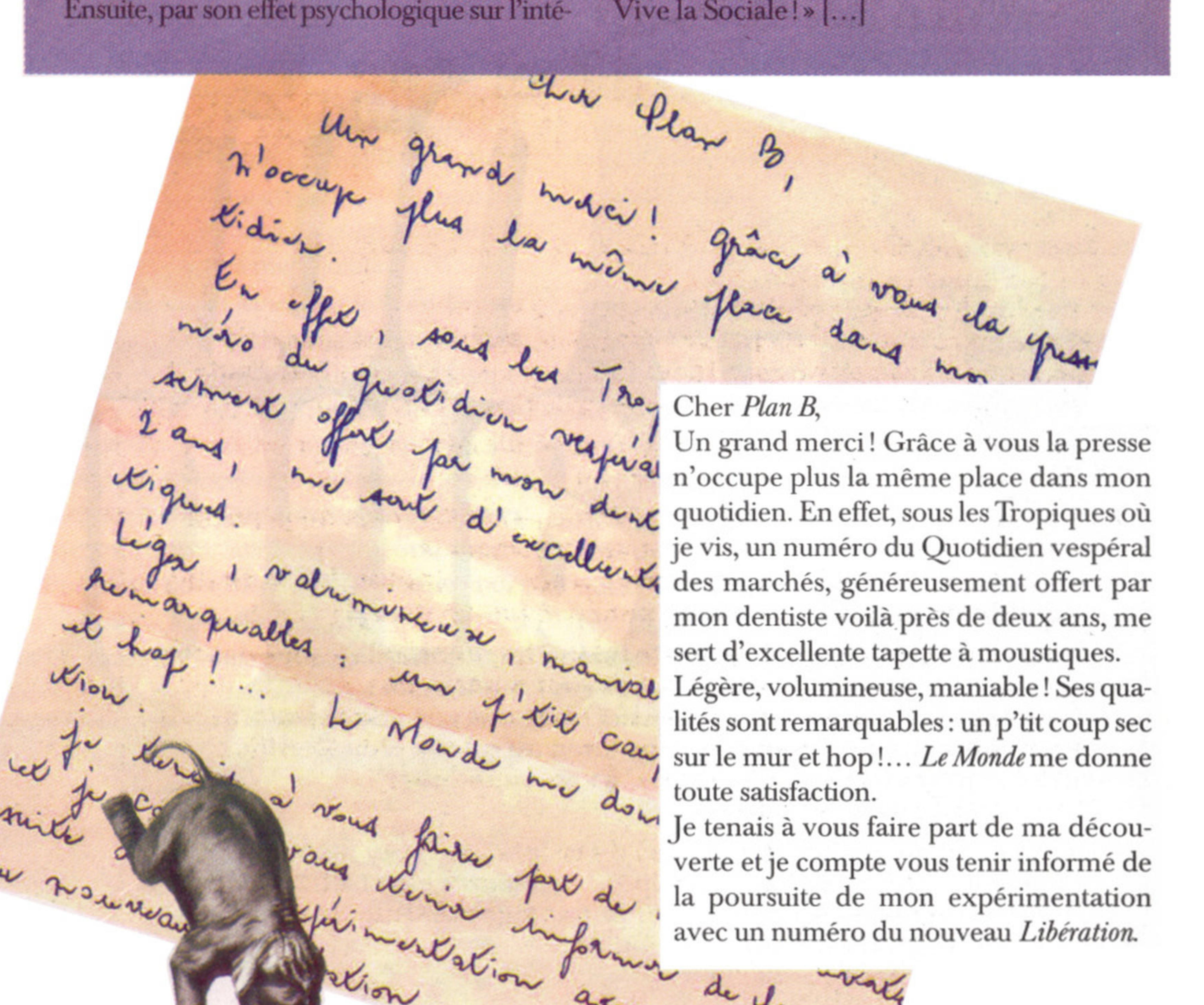
CP: ....

Ville: ....

Tel: ....

Mail: ....

* 25 € pour l'UE; 30 € pour le reste du monde



Cher Plan B,
Un grand merci! Grâce à vous la presse n'occupe plus la même place dans mon quotidien. En effet, sous les Tropiques où je vis, un numéro du Quotidien vespéral des marchés, généreusement offert par mon dentiste voilà près de deux ans, me sert d'excellente tapette à moustiques. Légère, volumineuse, maniable! Ses qualités sont remarquables: un p'tit coup sec sur le mur et hop!… Le Monde me donne toute satisfaction.
Je tenais à vous faire part de ma découverte et je compte vous tenir informé de la poursuite de mon expérimentation avec un numéro du nouveau Libération.

Cher *Plan B*,
Un grand merci! Grâce à vous la presse n'occupe plus la même place dans mon quotidien. En effet, sous les Tropiques où je vis, un numéro du Quotidien vespéral des marchés, généreusement offert par mon dentiste voilà près de deux ans, me sert d'excellente tapette à moustiques. Légère, volumineuse, maniable! Ses qualités sont remarquables: un p'tit coup sec sur le mur et hop!… *Le Monde* me donne toute satisfaction.
Je tenais à vous faire part de ma découverte et je compte vous tenir informé de la poursuite de mon expérimentation avec un numéro du nouveau *Libération*.

Diffusion militante:

Des centaines d'abonnés ont pris en main la diffusion du *Plan B* dans leur région. Rejoignez-les! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique. *Le Plan B* vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.

Adresse: Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Tél.: 08 71 51 66 08 - Fax.: 01 43 48 63 41 - Mail: admin@leplanb.org

L'armée mexicaine du Plan B:

Direction de la publication: Gilles Balbastre
Direction granitique: Pierre Rimbert, Élodie Couratier, Serge Halimi
Direction du bon goût: Marc Pantanella, Mathieu Colloghan
Direction des opérations: Olivier Cyran, Vincent Sardon
Direction des études: Stéphanie Caboche, Philippe Monti, Botox
Direction tricéphale: Achile Mortu, Damien Doignot, Denis Souchon
Direction picarde: Aline Dekervel, Fabian Lemaire, François Ruffin
Direction du savon à barbe: Mister Choubi, Denis Perais, Olivier Vilain
Direction Palavas-les-Flots: Antoine Schwartz, Dominique Pinsolle
Direction délicieuse: Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin
Direction assistée: Mathias Reymond, Julien Parent, Olivier Mabic
Direction logistique: Sébastien Marchal, Yvon Bureau, Benoît Breville, Arnaud Rindel
Direction de la propagande: Claude Pfeffer, Béatrice Vincent
Direction agricole: Alain Accardo, Antoine Bureau.

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe ✸ CPPAP 0611K88117 ✸ ISSN 1950-1625 ✸ Édité par La Sardonie libre, sarl de presse: RCS Paris 488 135 443 ✸ Taulier: Marc Pantanella.

Suffrage censitaire aux USA

Une chaîne câblée américaine instaure un péage électoral en privant de débats télévisés les candidats insuffisamment riches.



Le véritable vainqueur des élections américaines de novembre n'est pas le Parti démocrate : *« Il s'agit des réseaux télévisés, des stations de radio et des groupes de presse »*, explique *Le Figaro* (6.11.06). En effet, les médias captent, sous forme de spots publicitaires, environ la moitié des dépenses de campagne. Et celles-ci ont explosé : 744 millions de dollars pour les représentants à la Chambre, 705 millions de dollars pour les sénateurs, et plus de 1 milliard pour les gouverneurs. Pas mal. Mais pas assez pour le Parti de la presse et de l'argent, section américaine (PPA-USA), qui s'angoisse déjà en barbotant dans son bain moussant de dollars : et s'il prenait à un élu la fantaisie de vider la baignoire ?

Pour éliminer cette menace, très virtuelle, certains médias américains ont décidé de sélectionner eux-mêmes les candidats. Comment ? En imposant deux préalables à leur ambition électorale : être riche et être aimé des sondeurs. À défaut, les studios de télévision leur seront interdits. Contre un candidat sortant, en général connu et couvert de l'or des lobbies qu'il a assistés durant son mandat, un tel handicap pourrait se révéler fatal.

Cas d'école à New York, autour de la statue de la Liberté. Au cours de l'été 2006, la chaîne câblée NY1, propriété du groupe Time Warner, organise une série de rencontres télévisées entre candidats démocrates. Pour obtenir le droit d'y jacasser, les prétendants doivent remplir deux conditions imposées par la direction de NY1 : avoir obtenu un minimum de 5 % des intentions de vote dans les sondages, mais aussi avoir « levé » ou dépensé au moins 500 000 dollars au cours de leur campagne. Cette dernière exigence interdisait à Jonathan Tasini, un démocrate anti-guerre, de débattre sur NY1 pendant les élections primaires avec Hillary Clinton, sénatrice sortante pro guerre.

Triomphe de la démocratie

Les responsables de la station justifièrent ainsi leur position : *« Bien que M. Tasini ait obtenu assez de signatures et totalise environ 13 % des intentions de vote, il a levé à peine 150 000 dollars. C'est insuffisant pour une campagne sénatoriale. Pour le moment, avec l'argent dont il dispose, il ne représente pas le parti qu'il prétend représenter. »* La représentativité démocratique indexée sur la quantité d'argent récoltée, était-ce un lapsus ? Nullement. NY1 précisa : *« Nous avons établi le seuil des 500 000 dollars de la façon suivante. Il y a 5,5 millions de démocrates inscrits sur les listes électorales. Si 1 sur 10 envoie 1 dollar, cela fait 550 000 dollars*[1]. *»*

Pour sa part, Hillary Clinton disposait d'un immense trésor de guerre, constitué non pas par des électeurs de base, mais avec les brouettes de dollars des lobbies industriels, qui, sachant pouvoir compter sur la sénatrice – demain présidente ? –, « investissaient » quelques lingots sur son nom. En 1996, l'administration Clinton avait déjà offert aux géants de la communication de nouvelles fréquences d'émission que l'État aurait pu leur vendre. Un cadeau estimé à 300 milliards de dollars. Comment les médias avaient-ils réagi à ce vol du bien public ? *« Vous n'entendrez guère parler de cette affaire à la télévision ou à la radio,* reconnut un sénateur, *car cela les concerne directement. »*

De fait, la déréglementation des communications n'occupa que dix-neuf minutes d'antenne sur les trois principaux réseaux de télévision pendant les neuf mois séparant le lancement du projet de son adoption définitive[2]. Moins que la morsure d'un bébé (brailleur) par un chien (abonné au *Plan B*) en une seule journée. Et qui trouvait-on parmi les bénéficiaires de la loi de 1996 ? Time Warner et News Corporation (groupe Murdoch), deux des actuels bailleurs de fonds d'Hillary Clinton.

Quant au maire de New York, il se nomme Michael Bloomberg. Républicain dans une ville massivement démocrate, il doit sa bonne fortune à sa fortune tout court. Fondateur de la chaîne de télévision qui porte son nom et dont le projet citoyen consiste à diffuser les cours de la Bourse, il a été élu en 2001 après avoir consacré 73 millions de dollars à sa campagne. Soit presque 100 dollars pour chacun des 744 757 suffrages obtenus…

Philippe Val a conclu : *« J'ai un sentiment de fraternité politique vis-à-vis de tous les pays où les Parlements et le pouvoir exécutif sont issus des urnes dans un processus au cours duquel l'information, l'éducation, la culture et les droits individuels ont été garantis par des institutions. »* (*Charlie Hebdo*, 26.7.06)

1 Cité par Fairness & Accuracy In Reporting (Fair), www.fair.org, *« Cable station stands by debate rules »*, 23.8.06.

2 Voir Bill Moyers, *« Journalism & Democracy »*, *The Nation*, 7.5.01.



– Part du produit national brut des États-Unis constituée par les salaires en 1970 : 53,6 %.
– Part au cours du premier trimestre 2006 : 45 %.
– Année lors de laquelle les salaires américains ont représenté une part du produit national brut inférieure à celle d'aujourd'hui : aucune depuis que ces statistiques existent (1947) (Harper's Index).

– Proportion de salariés français payés au Smic en 1987 : 11,1 %.
– Proportion en 2005 : 16,8 % (Dares).

– Nombre de pages de publicité publiées par *L'Express* au premier semestre 2006 : 1 609 ; par *Le Nouvel Observateur* : 1 143 ; par *Le Point* : 959 ; par *Le Figaro Magazine* : 756 (*Stratégies*, 9.10.06).
– Nombre de pages de publicité publiées par *Le Plan B* : 0.

– Pourcentage de cadres et professions intellectuelles supérieures disposant en 2005 d'un accès à Internet à domicile : 79.
– Pourcentage d'ouvriers connectés chez eux : 31 ; de retraités : 14.
– Pourcentages de connectés titulaires au mieux d'un Certificat d'études primaires : 11 ; de diplômés du supérieur : 71 (Observatoire des inégalités).

– Nombre d'apparitions télévisées de Nicolas Sarkozy au cours des 264 premiers jours de l'année 2006 : 266 (source : SNJ-CGT, Acrimed).
– Nombre de mises en cause, par le candidat UMP, de la mainmise des industriels sur les grands médias : 0.





L'univers social des éditorialistes français

Ces fats qui nous informent

Quand ils cessent un instant d'exiger du peuple qu'il se serre la ceinture, les éditorialistes de la presse parisienne racontent leur vie dans des ouvrages à diffusion confidentielle. *Le Plan B* a visité ces conservatoires de la mondanité.

« Il *y a dans la gauche caviar un tel décalage entre le discours public et le genre de vie, autrement dit une telle hypocrisie sociale, qu'elle dévalorise tout ce qu'elle touche.* » Jacques Julliard a réservé cette confidence aux (rares) lecteurs de *L'année des fantômes*, son « journal » de l'année 1997 (Grasset, 1998). Sitôt publiées par des éditeurs attentifs aux egos d'élucubrateurs influents, ces notes prises au jour le jour sombrent dans l'oubli. Dommage : l'emploi du temps de Jacques Julliard en 1995[1] éclaire utilement ce *« décalage entre le discours public et le genre de vie »* qui chagrine tant le directeur délégué du *Nouvel Observateur*. Jeudi 9 février : *« Dîner chez Anne Sinclair avec DSK, Olivier Duhamel et Évelyne »* ; *« Lundi 13 mars. Déjeuner avec Jacques Chirac au* Nouvel Obs. *En plus de l'état-major du journal, on avait invité une brochette de patrons prestigieux : Vincent Bolloré, Michel David-Weill, Jean-Luc Lagardère, Didier Pineau-Valencienne, Antoine Riboud, Serge Trigano, etc. »* Lundi 20 mars : *« Le soir, dîner chez Caroline Lang [...]. Il y a là tout le gratin de la presse, Giesbert, PPDA, Christine Ockrent, quelques intellectuels, BHL, etc. »* Samedi 25 mars : *« Joyeux et sympathique dîner chez Pierre et Blandine Rosanvallon. »* Vendredi 31 mars : *« Dîner avec Nicolas Sarkozy chez Bernard-Henri Lévy. »* Soutenir un tel rythme impose l'observation de pauses digestives. La bedaine arrondie, les dîneurs se déboutonnent dans les studios de télévision ou de radio. Samedi 20 mai, *« cela ne s'invente pas. À la suite de mon livre-dialogue avec Claude Imbert, le "Grand Débat" de France Culture m'a invité à en discuter avec Olivier Duhamel, Raoul Girardet, Alain-Gérard Slama et Jean-François Kahn ».* La sélection des convives-débatteurs obéit à une seule règle : les copains d'abord. Les mêmes depuis quinze ans. En 1995, l'*« enregistrement de "Ah ! Quels titres" de Philippe Tesson, où nous sommes invités, Claude Imbert et moi, en compagnie de Glucksmann, Sollers, Robert Schneider »*, n'avait pas dépaysé les auditeurs. Mais, pendant que Jacques Julliard s'enivre de mondanités, Julliard Jacques grommelle : *« Si la gauche a perdu le contact avec le peuple, c'est que ses dirigeants se désintéressent de lui et préfèrent fréquenter les élites : patrons, intellectuels, journalistes. »* Toutefois, quand la plèbe se signale, comme en novembre-décembre 1995, Julliard renâcle : *« Retour des deux gros, Viannet et Blondel ; retour de la clé à molette et du guichet grillagé. Pas de quoi s'envoyer en l'air. »*



Robe blanche et petits grains noirs



L'Express du 16 novembre 2006 interviewe le patron « de gauche » Pierre Bergé :

– Votre occupation préférée ?
– En ce moment, c'est le caviar. C'est aussi une vraie histoire de fidélité. À mon enfance, à mes grands-parents qui habitaient la Gironde, haut lieu du caviar d'Aquitaine. [...]
– Pour qui allez-vous voter ?
– Pour Ségolène.
– Et qu'est-ce qui vous énerve le plus ?
– Que l'on dise que je fais partie de la gauche caviar !

Une compagnie variée

Conseiller des patrons du CAC 40 et président du conseil de surveillance du *Monde*, Alain Minc exprime les mêmes préventions dans son « journal de l'année 2001[2] ». Puisque *« l'Assistance publique de Paris est, plus encore que le ministère de l'Éducation, une institution de type soviétique »*, mieux vaut prendre de l'altitude au cours d'un *« déjeuner avec Dominique Strauss-Kahn »* (15 janvier) ou d'un *« déjeuner avec Édouard Balladur »* (12 février) que prendre langue avec une infirmière ou un enseignant. Minc ne dédaigne pas pour autant, un *« petit déjeuner avec Jack Lang »* (20 février) ; les agapes se prolongent par un *« dîner à la Banque de France »* (5 mars). Mais comment changer d'air après les *« rencontres successives avec Franz-Olivier Giesbert et Philippe Labro. Deux monstres sacrés du village médiatique français, mais aussi deux membres de ma famille de cœur »* ? Rien de plus aisé : le président du conseil de surveillance du *Monde* participe d'abord à *« une rencontre anglo-germano-française, vingt-cinq participants par pays, tous issus des classes dirigeantes – politiques, industriels, intellectuels, hommes de médias »* (22 juin) ; puis il opère *« un coup de sonde dans le fonctionnement des élites françaises »* en s'attablant au *« dîner rituel du Siècle »* (25 juillet), où se retrouvent Serge July, Édouard de Rothschild, Jacques Attali, Laurent Joffrin, Jean-Claude Trichet et Jean Peyrelevade.



Ancien membre du conseil d'administration de cette amicale des dirigeants de tous ordres, Minc en a rehaussé le plan de table *« en faisant coopter Georges Kiejman, Anne Sinclair ou Jacques Julliard ».* Lesquels ne rateraient pour rien au monde le non moins rituel *« déjeuner chez Claude Imbert, qui réunit chez lui, une ou deux fois par an, une vingtaine de membres du Club des Cent. Compagnie variée où se côtoient médecins, chefs d'entreprise, écrivains, comédiens, journalistes, hauts fonctionnaires, avocats et notaires[3] ».* Seules des années d'immersion au sein d'une compagnie aussi *variée* confèrent aux éditorialistes cette connaissance intime de leurs contemporains, préalable aux diatribes contre le « populisme ». Celles du *Nouvel Observateur* sont informées à la source. *« Nous cherchons,* raconte son directeur de la rédaction, Laurent Joffrin, *à tisser des liens avec les hommes politiques, les intellectuels, les patrons, en organisant des repas, des cocktails, etc., car le journal ne doit pas seulement vendre du papier, il doit aussi rayonner[4]. »* Les cocktails avec le monde ouvrier ne sont pas évoqués, par pudeur.



Le journalisme à l'estomac

Vieux routard de la presse, Pierre Assouline a témoigné : *« Pour corrompre un journaliste, il suffit de l'inviter à déjeuner »* (*Stratégies*, 7.9.06). Si les gardiens de notre démocratie échappent aux crises de foie, c'est que seuls les gourmets intègrent l'élite. Quand, le 8 novembre 1995, Julliard décerne à François Furet le prix Aujourd'hui pour son pamphlet balladurien *Le Passé d'une illusion*, il salive à l'idée du repas : *« Grâce à Jean Ferniot et Claude Imbert, grands enfants teintés d'humour, les mets et les vins sont toujours parfaits ».* Tandis que Furet crachouille d'interminables remerciements, Julliard contient son impatience en convoquant ses souvenirs de table : *« L'autre jour, à l'Esplan de Saint-Paul-Trois-Châteaux, j'ai fait pour 97 francs un dîner qui m'a donné plus de plaisir que le dernier repas que l'on m'a offert chez Guy Savoy. Contre-snobisme ? Affectation de simplicité ? Je ne le crois pas. Ce soir-là, c'était meilleur, tout simplement. »* Une telle réflexion aurait mérité qu'on lui consacrât un livre entier.

Justement, Jean-François Revel, ex-directeur de *L'Express*, éditorialiste au *Point*, à Europe 1 et RTL, a publié ses Mémoires de l'année 2000 sous le titre *Les Plats de saison.* L'académicien décédé en avril dernier a su assaisonner ses fulminations contre les grèves, les syndicats et les impôts avec le récit pointu de l'existence ordinaire d'un bouddha du journalisme. *« Dimanche 23 janvier. Passant la journée à Bruxelles, avant de reprendre le Thalys pour Paris – une heure vingt*

1 Sauf mention contraire, les citations suivantes de Jacques Julliard sont extraites de *L'Année des dupes*, Le Seuil, 1996.

2 Sauf mention contraire, les citations suivantes d'Alain Minc sont extraites de son « journal de l'année 2001 », *Le Fracas du monde*, Le Seuil, 2002.

3 Jean-François Revel, *Les Plats de saison. Journal de l'année 2000*, Le Seuil, 2001, p. 25. Sauf mention contraire, les citations ultérieures de Revel sont tirées de cet ouvrage.

4 *Stratégies*, 8 décembre 2005.





de trajet à peine –, j'écris, le matin, un article pour Le Point *dans la tranquillité idéale de ma chambre d'hôtel*[5]*. Puis, muni de mon paquet de journaux, je vais déjeuner seul chez Bruneau, lequel a obtenu sa troisième étoile Michelin depuis mon dernier passage ici. J'y retrouve un jeune et très compétent sommelier que j'avais connu en stage chez Ducasse, à Paris* [un restaurant trois-étoiles]. *Il me conseille, pour accompagner mon plat – le transcendant Coucou de Malines maison (équivalent belge du poulet de Bresse) –, un Moret Saint-Denis qui se révèle éminemment charnu et parfumé. En entrée, j'ai choisi un tartare de langoustines. Malgré tout son talent, aucun grand chef ne pourra faire que la chair de la langoustine ait du goût, sauf celui de la fraîcheur. Ce crustacé très simple n'est donc bon qu'au sortir de la mer, passé à l'eau bouillante, servi tiède avec une bonne mayonnaise. Il faut surtout ne jamais entreposer les langoustines au réfrigérateur, ce qui les rend immangeables. Aucun raffinement de préparation ne peut transformer la sympathique langoustine en mets de haute gastronomie. Il est vrai que Bruneau sert son tartare accompagné de caviar, secours extérieur, solution rapportée. À ce prix-là, autant servir le caviar seul !»*

> *«Le caviar annonce les soirées brillantes et drôles, les lustres scintillants, les mots d'esprit et les décolletés profonds.»* (Laurent Joffrin)

Langoustines ou caviar ? Le dilemme dégénère en bataille rangée quand Laurent Joffrin entre en lice. Avec un courage qui rappelle un peu le *J'accuse* de Zola, l'intrépide barbichu dévoile sa meilleure adresse – *«un très bon resto qui s'appelle Caviar Caspia. Vous connaissez*[6] *?»* –, et prend la défense de l'œuf d'esturgeon : *«Il est onctueux, long en bouche, doux et fort à la fois* [...]. *Il faut le déguster sans hâte, avec un bon alcool sec, sur un blini finement nappé de beurre fondu, en faisant rouler chaque grain sous la langue. Le caviar annonce les soirées brillantes et drôles, les lustres scintillants, les mots d'esprit et les décolletés profonds*[7]. *»* Joffrin, sur le caviar, fait à Revel l'effet d'une limace sur un fruit. L'«immortel» décède quelques jours plus tard.

Successeur inattendu de Revel au zoo des philosophes gloutons, Michel Onfray ne rate pas une occasion d'assouvir sa boulimie médiatique. Sous couvert d'annoncer sa non-candidature à l'élection présidentielle, il dénonce sur France Inter (19.10.06), chez son ami *«Nicolas»* (Demorand), la *«fracture gastronomique»*, qu'il va réduire en inaugurant une *«université du goût»*. Subjugué, Demorand en interrompt un instant ses braiments d'âne à capuche. Lui-même ancien critique gastronomique, le suce-micro en chef siège au *«comité d'experts des gourmets gourmands avant tout»*, qui réunit, sous la houlette du chef Alain Ducasse, le conseiller en sécurité Alain Bauer, le PDG socialiste du groupe de publicité Euro RSCG Stéphane Fouks, le journaliste au *Monde* Jean-Claude Ribaut et le président du syndicat agricole FNSEA.

La culture du pédantisme

Les épreuves culinaires ne laissent pas toujours aux journalistes le loisir de travailler. À la date du vendredi 12 mai 2000, Revel écrit : *«Giesbert invite une fois trois "hommes politiques historiens" à son émission "Le Gai Savoir". Lang pour son* François Ier*, Soisson pour son* Charles le Téméraire*, Bayrou pour son* Henri IV. *Giesbert, pris par le temps, n'avait pas lu les trois bouquins en question (c'est du moins ce que prétend la mauvaise langue), pas plus que les trois signataires, qui n'en étaient pas les véritables auteurs. De sorte que le débat se déroula tout entier sur des livres qu'aucun des quatre participants n'avait lus !»*

Chez les médiacrates, la corruption intellectuelle réclame toujours son paravent de vertus artistiques. François Pinault (propriétaire du *Point*) ou Bernard Arnault (propriétaire de *La Tribune*) convertissent en musées privés une fraction de leurs profits soutirés à la collectivité. Alain Minc, lui, estime qu'un pilonnage de références prétentieuses ne saurait nuire à la bonne marche de ses affaires : *«Mercredi 1er août. Quelle est la seule passion commune de Flaubert et de Stendhal ? Du consul nostalgique et de l'amant colérique de Louise Collet ? Bellagio, promontoire villageois sur le lac de Côme. On y croise aussi les ombres de Liszt et de Marie d'Agoult : c'est là que fut – paraît-il – conçue Cosima, la future Cosima Wagner. Et Liszt de nous faire penser à George Sand, et celle-ci, naturellement, à Flaubert.»* Ce ruissellement de fatuité ne vise pas à distinguer l'essayiste mondain du commun des mortels – les revenus et le milieu social y suffisent – mais à l'élever au-dessus du troupeau des plumassiers bourgeois. *«Si vous deviez voler cinq tableaux*, poursuit le président du conseil de surveillance du *Monde, lesquels choisiriez-vous ? Ma réponse : deux Goya de la période noire, un Bacon, un Soutine, un Rothko.»* En attendant, Alain Minc «vole» l'œuvre du philosophe Patrick Rödel et écope d'une condamnation pour «plagiat servile» et «contrefaçon» le 28 novembre 2001[8]. Ne reste plus au contrefacteur qu'à exhiber sa complicité avec des «créateurs» de moindre calibre : il a reçu *«les épreuves*[9] *de* Secrets de jeunesse *d'Edwy Plenel. Éblouissant texte : libératoire et jubilatoire»*, puis *«lu les épreuves de* Libre*, le livre par lequel Nicolas Sarkozy fait sa rentrée sur la scène politique»*, et même *«achevé* L'Éloge de l'infini *de Sollers»*.

Qu'on ne s'y trompe pas : inconsistante au premier abord, la «culture» du Parti de la presse et de l'argent s'enracine dans la pierre de solides résidences secondaires. Jean Daniel s'envole pour Marrakech invité par Bernard-Henri Lévy : *«Arielle Dombasle hier soir, sur la terrasse du ryad (incroyablement luxueux) de BHL, faisait observer à son mari et à Jean-Paul Enthoven qu'il leur avait fallu attendre le Maroc pour se rendre compte qu'il y avait des oiseaux*[10]*.»* Jacques Julliard, lui, se prélasse *«chez Jean-Noël Jeanneney et Annie-Lou, dans la belle maison qu'ils possèdent aux Imberts, au pied de Gordes. Il y a là Bernard Guetta et Catherine.»* Toutefois Julliard, incurablement de gauche, admet préférer l'esthétique de la misère observée de la terrasse d'un palace latino-américain : *«Faut-il l'avouer, de loin, la nuit, surtout à cause du mur de lumière qu'elle tend au-dessus de la ville, une favela, c'est très beau*[11]*.»*

---

5 Dans cet éditorial publié le 28 janvier 2000, Revel réclame le *«soulagement de notre martyre fiscal.»*

6 *Technikart*, mai 2006.

7 Laurent Joffrin, *Histoire de la gauche caviar*, Robert Laffont, 2006, p. 8.

8 Lire les attendus désopilants dans *PLPL* n° 8, février 2002, www.plpl.org.

9 Les épreuves d'un livre sont des tirages de contrôle précédant l'impression définitive.

10 Jean Daniel, *Soleils d'hiver*, Grasset, 2000, p. 252.

11 Jacques Julliard, *L'Année des fantômes. Journal 1997*, Grasset, 1998. p. 113.





Quand Denis Jeambar invente le mal de dos

«Un petit mot sur notre métier, jappe Franz-Olivier Giesbert : *moi je crois que c'est très important de voir les gens tout le temps. Et moi je passe mon temps à déjeuner ou à dîner parce que j'ai la passion de l'information.»* Sur le plateau de l'émission «Ripostes» (France 5, 2.3.03), chacun avait feint d'ignorer la gaffe de l'ex-directeur de la rédaction du *Figaro* et du *Nouvel Observateur* et actuel dirigeant du *Point*. Car Giesbert dévoilait tout à la fois les techniques d'investigation, la vocation et la principale occupation des contremaîtres de la presse parisienne : se renifler mutuellement dans les cocktails où l'on s'inquiète du divorce entre le peuple et les élites. Tous s'accordent sur un point : le journalisme impose de *«voir les gens tout le temps»*, mais à condition que «les gens» affichent les mêmes goûts, encaissent les mêmes revenus et souffrent des mêmes maux : *«Le mal de dos*, explique Denis Jeambar, nouveau patron des éditions du Seuil, ancien directeur de *L'Express* et du *Point*, *c'est moi qui l'ai inventé au* Point. *Parce qu'au début des années 80 j'avais mal au dos et j'ai constaté que tout le monde autour de moi avait mal au dos»* (France Culture, 26.6.04.) À force de courbettes ?



Les rendez-vous de l'argent

Initialement créés pour populariser des travaux universitaires, les « Rendez-vous de l'Histoire » de Blois n'offrent plus au public qu'une parade d'intellectuels et de journalistes à gages. Tous étaient préparés au thème de cette année : « L'argent, en avoir ou pas ».

Pour la dernière édition des « Rendez-vous de l'Histoire », accueillie à Blois du 12 au 15 octobre dernier, les dépliants qui jonchaient le site promettaient un *« réservoir à pensées »* nourri par *« les intelligences les plus vives »*. Avec l'emphase d'un vendeur d'amulettes, les promoteurs annonçaient un *« forum moderne où, à l'image de ce qui se passait au pied du Capitole, les plus éminents esprits de la cité viennent exposer leurs idées et débattre avec les citoyens des questions qui agitent la France, l'Europe et le monde »*. *Le Plan B* a vérifié sur place : le « réservoir à pensées » était une citerne pour hydrocéphales. En fait d'éminents esprits, le *« Davos de l'Histoire »* (*Le Figaro*) a épongé les eaux usées des médias et des affaires : PPDA, Laurent Joffrin, Jacques Julliard, Jean Peyrelevade, Alain-Gérard Slama, Philippe Val, Jacques Attali, Pierre Rosanvallon, Sylvain Bourmeau, Alain Finkielkraut, Louis Schweitzer… L'événement était bel et bien historique : jamais l'histoire n'avait autant servi d'alibi aux histrions pour submerger les historiens.

Créés en 1997 par un noyau de mandarins réunis autour de Jean-Noël Jeanneney, prof à Sciences-Po, animateur-producteur sur France Culture et administrateur de la Société des lecteurs du *Monde*, les « Rendez-vous de l'Histoire » se voulaient la vitrine grand public d'une discipline ardue. Mais, pour accroître le débit de la pompe à subventions et la rentabilité des partenariats privés, le directoire a misé sur le tout-aux-médias. L'historien n'étant pas jugé assez attractif, il convenait de lui adjoindre un produit d'appel vu à la télé. Sous la direction de Jeanneney, le « comité scientifique » du festival intègre dans ses rangs l'économiste thatchérien Jacques Marseille, l'essayiste reaganien Nicolas Baverez, la chroniqueuse américanolâtre Nicole Bacharan, tous piètres historiens mais abonnés aux « débats » hertziens. À charge pour eux de faire crépiter leur carnet d'adresses. Les « grands noms des médias » ne se sont pas fait prier. Une prestation aux « Rendez-vous de l'Histoire », c'est l'assurance d'écouler quelques invendus au Salon du livre attenant au festival.

« L'argent fouette l'innovation »

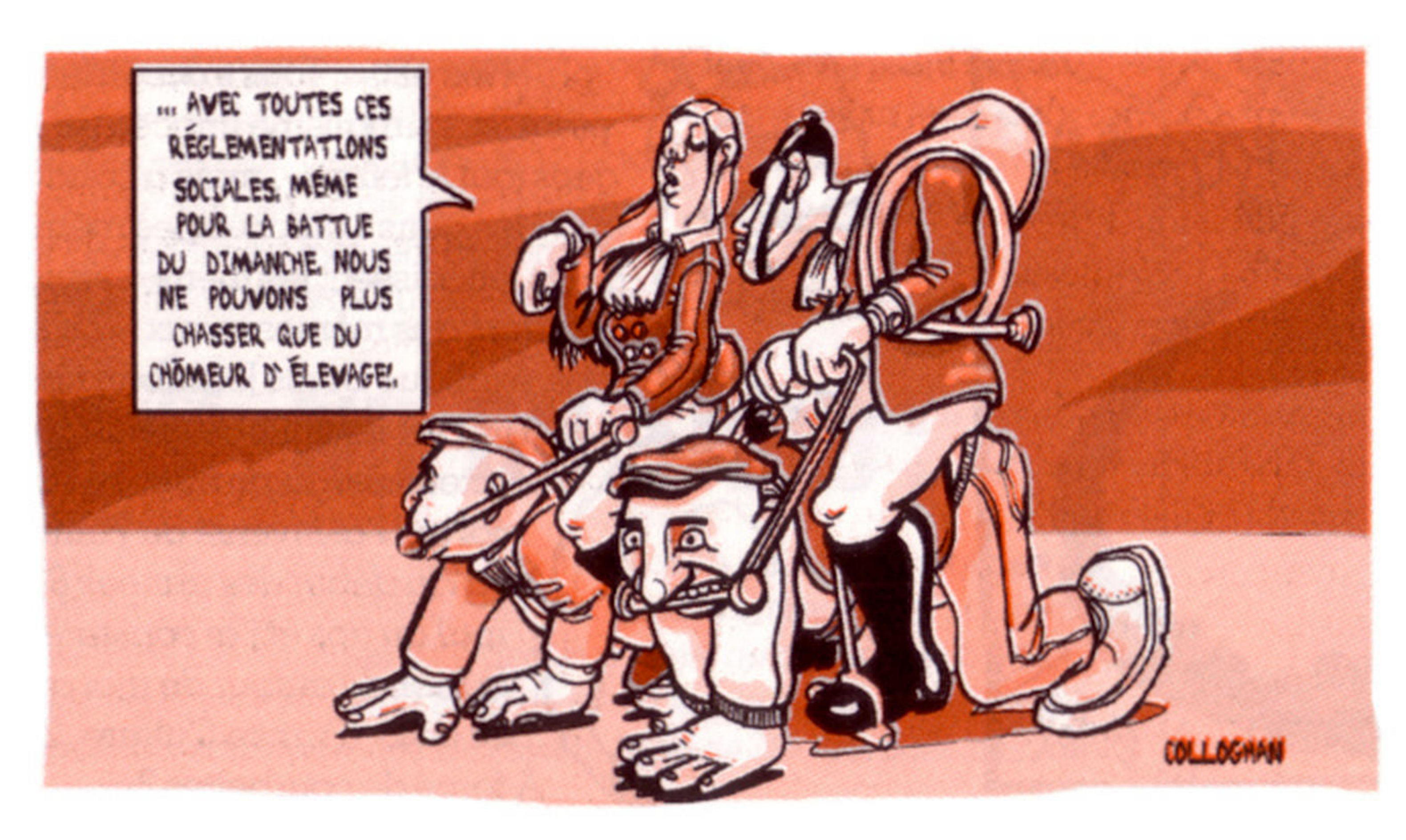
Grâce à cette stratégie, le festival alignait cette année une liste de « partenaires » calquée sur le Club de la presse : France Culture, France Bleu, France 3, *Libération*, *L'Express*, *Le Monde 2*, *La Nouvelle République*… Les conférenciers-débatteurs, quant à eux, campaient un espace intellectuel allant du *Figaro magazine* à *Charlie Hebdo* en passant par TF1, *Le Point* et France Inter. Ne restait plus au « comité scientifique » qu'à choisir un thème fédérateur. Ce serait : « L'argent, en avoir ou pas ». Par chance, les invités en avaient. À commencer par Louis Schweitzer, l'ex-PDG de Renault, bombardé « président des "Rendez-vous de l'Histoire" 2006 » en hommage à ses colossales compétences (5,8 millions d'euros de revenus en 2005, selon *Capital*). Jeanneney avait pris soin d'avertir en deuxième page du catalogue : *« Il faudra se garder d'oublier que l'argent n'a rien de pervers en soi et qu'au meilleur de lui-même il fouette l'innovation, garantit la prospérité et fonde la force de l'imagination, de l'énergie et de la solidarité. »* Cette mise au point était d'autant plus nécessaire que *« l'argent reste encore largement diabolisé »*, comme le déplorait Jacques Marseille en page 3. *Le Monde* était bien d'accord : assurant la promotion du festival, le quotidien souligna l'urgence de réhabiliter un sujet encombré par *« des fantasmes, du mur de l'argent à l'argent roi »* (13.10.06). Bref, l'Histoire avec un grand « H » permettrait enfin de *« réconcilier les Français avec l'argent »*.



« Madame est exigeante »

Dans une réserve pour grosses fortunes située en Sologne, *Le Plan B* accompagne un ouvrier sur le domaine d'une rentière : plus de mille hectares de raffinements, de faisanderie… et de domesticité smicarde.

« *Tu veux voir comment vivent les riches ? Viens, je t'emmène.* » L'hôte du *Plan B* est technicien de maintenance dans la région de Blois. Jugeant que les « Rendez-vous de l'Histoire » sur « l'argent, en avoir ou pas », rameutaient *« ceux qui en ont beaucoup, mais pas ceux qui en ont encore plus »*, il propose une séance de travaux pratiques chez *« une héritière qui a presque cent ans et dont la famille a fait fortune dans l'industrie du luxe »*. Sa vieille voiture s'enfonce dans la Sologne dorée. Sur la route menant chez la douairière, une enfilade de seigneuries invite à méditer cette pensée de Louis Schweitzer en clôture des « Rendez-vous de l'Histoire » : *« La propriété, c'est la condition de la démocratie. »* Sur la gauche, pas loin des terres de la dynastie Seydoux, la condition de la démocratie est protégée par un mur haut de trois mètres, celui du domaine de l'Écheveau, acheté par les frères Bouygues en 2002 pour 7 millions d'euros. *« Avant, le château appartenait à Roger-Patrice Pelat, le copain de Mitterrand »*, indique le guide. Tout autour, les domaines de la famille Pernod, du clan Wertheimer (Chanel) voisinent avec ceux de Claude Bébéar (Axa), de François Bich (groupe Bic)…



Trois fois le parc de la Courneuve

Nouveau fief, nouveau portail. On parlemente à l'interphone, les grilles s'ouvrent avec majesté. La voiture avance au pas dans une voluptueuse étendue d'arbres, d'étangs et de gazon entretenu au coupe-ongles. Surtout, ne pas se perdre : la propriété de l'héritière se répand sur mille cent hectares, l'équivalent de trois parcs de la Courneuve ou de cinquante Jardins du Luxembourg. *« Oui,* opine le réparateur, *c'est pas mal pour une seule dame qui n'est là que deux jours par semaine. En plus, elle continue de s'agrandir. Chaque fois qu'elle peut, elle rachète de nouveaux terrains. »*



Ce fut chose faite lors du débat subtilement intitulé « Le capitalisme est-il le diable ? » : le capitaliste mou Élie Cohen convint avec le capitaliste dur Jacques Marseille que cette question appelait une réponse négative. *« Les Français ne comprennent plus le monde dans lequel ils vivent »*, observa le premier. *« On n'a pas enseigné aux Français ce qu'est le marché. L'Histoire montre que l'économie de marché a toujours su faire face aux défis qui lui étaient posés »*, récita le second.
Un peu plus loin, le journaliste de *Libération* Antoine de Baecque anime un débat sur « l'identité française ». Sylvain Bourmeau s'étant décommandé au dernier moment, il incombe à Nicolas Baverez d'établir cette vérité scientifique : *« La mondialisation fonctionne comme un tamis : il y a ceux qui reculent, ceux qui restent au même endroit et ceux qui décollent. »* Philippe Val compte au nombre de ces derniers. Flanqué d'un ancien ambassadeur de France à Washington, il glose sur un thème novateur : *« Peut-on rire de tout ? »* Pas de Val, en tout cas, et encore moins avec lui, à en juger par la crispation préoccupante de ses mâchoires.

Cocktail d'intelligences

Pour rire un peu, mieux valait assister à la conférence « Les médias au péril de l'argent ». Jean-Noël Jeanneney y pérore une heure durant sans prononcer les noms de Lagardère ou de Dassault. Après avoir



dénoncé les *« vrais problèmes »* que sont *« la révolution d'Internet »*, *« la presse gratuite qui ôte de la publicité aux journaux payants »* et enfin *« la vision manichéenne qui voudrait que des capitalistes au cœur sec manipulent des journalistes »*, le gourou du festival conclut la pantalonnade en citant son camarade Jean-Marie Colombani : *« À côté de l'eau de robinet, il y aura toujours de l'eau minérale, c'est-à-dire des journaux de qualité. »* On l'aperçoit ensuite chanceler près du bar.
Peu préparés à cette surenchère d'*« intelligences les plus vives »*, les vrais historiens faisaient tapisserie. Reproduisant la structure des programmes de télévision, les organisateurs avaient cantonné les savants aux horaires les moins commodes et aux petites salles, tandis que les produits d'appel monopolisaient les grands amphithéâtres aux heures d'affluence. Ainsi de l'inévitable Jacques Marseille, hurlant sous les projecteurs les raisons de cette *« pauvreté qui recule »*. L'énarque d'Emmaüs Martin Hirsch passa presque pour un bolchevique lorsqu'il rétorqua : *« Mais la pauvreté augmente chez les jeunes, aussi bien chez ceux qui travaillent que chez les chômeurs. »*
Ce diagnostic n'était guère vérifiable sur le site même du festival, où les pauvres rayonnaient par leur absence. Indésirables aux tribunes, ils n'étaient pas non plus représentés dans le public, composé essentiellement d'enseignants peu turbulents et de retraités habillés comme pour l'opéra. *« Il y a tout le gratin culturel de Blois, mais pas un seul habitant de la ZUP, qui est pourtant l'une des plus grandes de France*, s'énerve en coulisse une employée du festival. *Les organisateurs ne font pas la moindre place aux gens qui n'ont pas accès au savoir académique. Alors qu'en même temps, ils veulent appâter le grand public en invitant des gens qui n'y connaissent rien en histoire et en reléguant dans les marges les initiatives un peu exigeantes, comme les documentaires, qui sont projetés loin du site ou à des horaires impossibles. »*

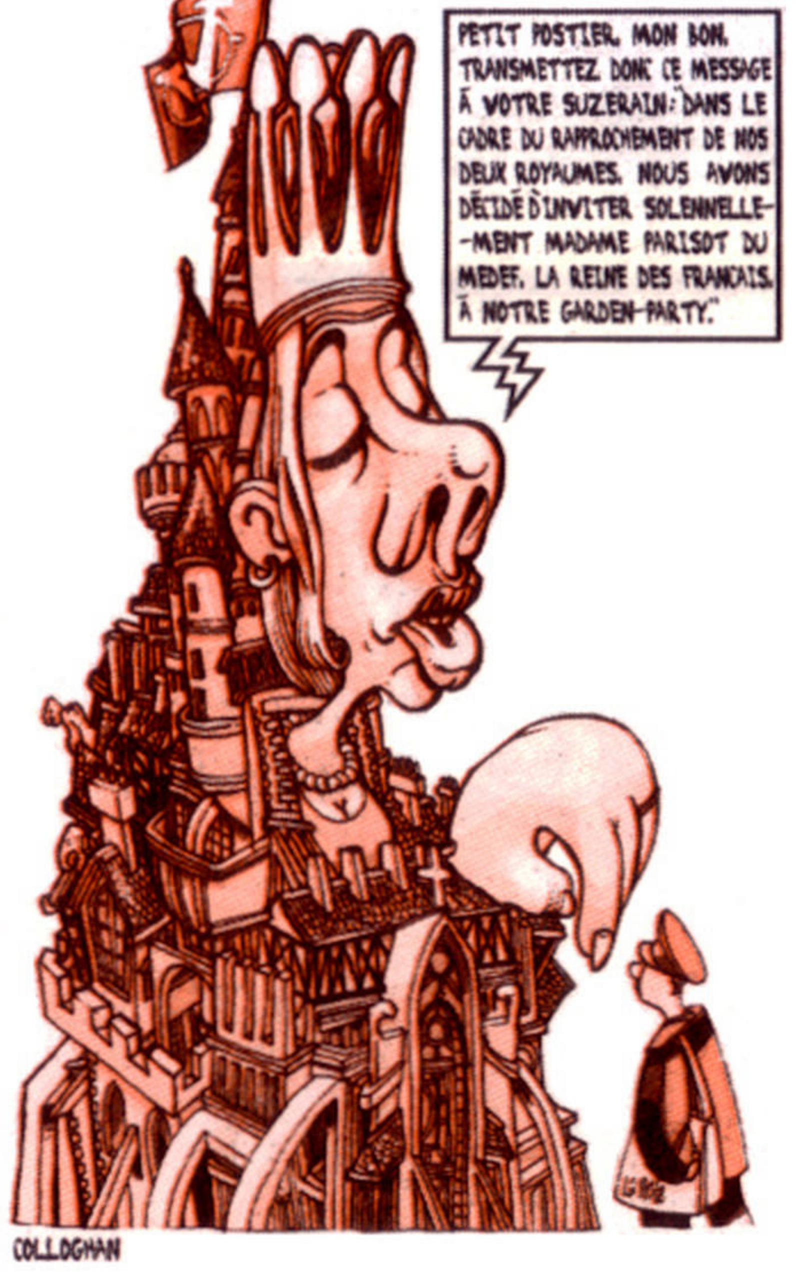
Dimanche 15 octobre, Louis Schweitzer tient la conférence de clôture. *« La place de l'argent croît de façon continue et effrayante »*, lance l'ex-PDG, auquel Renault continue de verser 900 000 euros par an. Il reste *« persuadé cependant qu'il n'y a pas d'efficacité sans éthique »*, comme le prouvent ses jetons de présence aux conseils d'administration de Volvo, BNP-Paribas, EDF, Veolia, Philips et L'Oréal. Mais Schweitzer préside aussi la « Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité » (Halde). C'est à ce titre qu'il conclut : *« L'inégalité par l'argent est satisfaisante parce qu'elle n'est pas irrémédiable. C'est pourquoi la discrimination par la fortune n'est pas illégale et n'est pas combattue par la Halde que je préside. »*
Quelques jours plus tard, un internaute saluera cette prestation sur le site de « Le Loir-et-Cher avec DSK » : *« Passionnant week-end blésois avec les Rendez-Vous de l'Histoire. J'ai pour ma part suivi les interventions de Pierre Rosanvallon, Jean-Pierre Sueur et Louis Schweitzer. Trois propos de grande valeur pour alimenter une gauche rénovée et réformiste. »*

Notre guide doit commencer son travail à l'autre bout de cette principauté, dans les dépendances réservées à la petite-fille favorite de Madame. Pour arriver chez « l'héritière de l'héritière », il faut rouler sur 2 kilomètres à travers bois en évitant d'écraser les faisans. *« Ici on est dans la Sologne privatisée. C'est une terre de chasse pour milliardaires. Les faisans, ils en élèvent tellement qu'il n'y a qu'à tirer au hasard pour en toucher un. »* Sur le bord du chemin, un champ de maïs. La rentière du luxe fait-elle aussi dans le pop-corn ? Non, c'est pour fixer le gibier. *« Comme ça, les invités de la patronne savent où faire un carton. Et c'est comme ça pratiquement partout dans cette région ! »*

La petite-fille réside dans une vieille ferme recomposée en villégiature cinq-étoiles, sur les berges d'un lac taillé comme une piscine. Bien que l'occupante et son époux, grossiste en pétrole, ne viennent que pour les week-ends, une « femme de maison » y travaille à temps plein : *« Madame est très exigeante sur le ménage. »* Jadis, elle astiquait les meubles chez l'administrateur d'un organisme de bienfaisance. Congédiée après la condamnation de son patron pour escroquerie, elle a retrouvé ici un emploi payé au Smic. *« Déjà un an depuis ton dernier passage ! »* sourit-elle en préparant un café. Elle est au service de la petite-fille, mais c'est la grand-mère qui paie. *« Madame a toujours toute sa tête. Comme quoi, l'argent, ça conserve. Sur ses quinze domestiques, il y en a toujours un à qui elle cherche des noises. Un jour c'est l'un qu'elle a dans le nez, un jour c'est l'autre. Au début, elle me faisait des problèmes sur mes droits aux congés, mais depuis qu'elle m'a mise au service de sa petite-fille ça se passe bien. Toute seule ici, je suis tranquille. La dernière fois que j'ai parlé avec Madame, c'était il y a deux ans. »*

Porte-savon en argent

La femme de maison serait bien allée aux Rendez-vous de l'Histoire, mais elle était de corvée aux cuisines. *« « L'argent, en avoir ou pas »… Il y a beaucoup de riches en Sologne, mais aussi de plus en plus de pauvres. Depuis cinq ou six ans, on voit des gens faire la quête dans le coin, c'était pas imaginable avant. »* Madame leur fait-elle la charité ? *« Je ne crois pas. Elle a ses bonnes œuvres à Paris, probablement, mais pas ici. »*
Discrètement, *Le Plan B* fait le tour du propriétaire. Dans l'entrée, un présentoir met en valeur une dizaine de fusils de chasse à lunette, parmi lesquels le connaisseur reconnaîtrait peut-être le fusil Heym à finition platine et à 15 000 euros pièce, très apprécié des fines gâchettes de Sologne. Meubles anciens, tapisseries veloutées, gravures champêtres, téléviseurs à écran plat : un mélange de confort high-tech et d'élégance rustique, avec cette touche de simplicité qui marque le mépris du grand bourgeois pour le luxe braillard des nouveaux riches. La fortune de haute lignée



réclame un zeste de frugalité. On raconte que l'un des caprices préférés de l'aïeule consiste à faire des tours dans son domaine au volant d'un petit 4x4, plus distrayant certainement que les limousines avec chauffeur dont elle use depuis un siècle. On raconte aussi qu'elle verse une pension à sa petite-fille chouchoutée. *« Trente mille par mois*, selon un domestique. *Je ne sais plus si c'est en euros ou en francs. »*

Nous sommes attendus maintenant par les deux faisandiers du domaine. Comme l'élevage du gibier requiert une disponibilité permanente, ils disposent chacun d'une maison individuelle dans la propriété – un *« avantage en nature »* défalqué de leur salaire. Tous deux sont anglais, parce que Madame a du goût. *« Ce n'est pas très sportif de chasser des faisans élevés en captivité*, expliquent-ils. *C'est pourquoi elle tient beaucoup à ce que ses bêtes grandissent en régime de semi-liberté. Et ça, c'est quelque chose que nos collègues français ne savent pas faire. »* Les faisandiers veillent aussi au bon déroulement des chasses. *« Le week-end dernier, les invités de Madame avaient bien arrosé leur déjeuner. Alors ils se sont mis à tirer dans tous les sens et sur tout ce qui bouge, ça devenait dangereux. On a dû intervenir. »*

La tournée se poursuit par la visite du pavillon de chasse, justement, où le maître d'hôtel passe un dernier coup de balai – les festivités arrosées du week-end ont laissé des traces. Ici, les commodités suffiraient à loger deux colonies de vacances : une salle de restaurant, deux bars aux digestifs millésimés et une dizaine de suites *« pour les amis de Madame »*, avec porte-savon en argent dans les salles de bains. Dans le livre d'or, près de la cheminée, des grands noms à particules et des roturiers du monde des affaires entrelacent leurs *« souvenirs émus »*.

Il fait nuit. Retour à Blois, toute proche. De la route, on aperçoit les tours de la ZUP où vivent entassées 16 000 personnes sur un espace deux fois plus petit que le domaine de Madame. *Le Plan B* leur donne un tuyau : la douairière possède un formidable coin à champignons. Et il n'y a pas de mur autour…



Les magazines au chevet des « super-riches »

Fascinée par les nababs et les chapeaux de marquises, la presse s'élève contre les injustices qui frappent les milliardaires : impôts, ostracisme, déracinement, paupérisation. *Le Plan B* sort son mouchoir en soie.

Pour mesurer la prise d'embonpoint des grosses fortunes, il suffit de comparer les couvertures que leur déroulent les hebdomadaires français. « Comment vivent les riches », titrait *Le Point* du 18 mai 2001. Le 20 juillet 2006, *L'Express* reformule la question : « Comment vivent les super-riches ». En cinq ans, les riches qui vivaient bien sont devenus des super-riches qui vivent encore mieux. Selon l'étude « World Wealth Report 2005 », publiée par Capgemini et la banque d'affaires Merril Lynch, le nombre de millionnaires (disposant de 1 million de dollars hors résidence principale) s'élevait à 9 millions dans le monde l'année dernière, soit 6,5 % de plus que l'année précédente. En France, le club des millionnaires – 360 000 personnes – s'étoffe chaque année de 10 000 entrants supplémentaires. Plus nombreux, ils sont aussi plus ventrus : les « super-riches » pesant plus de 30 millions de dollars ont vu leurs effectifs progresser de 10 % l'année dernière. En dix ans, leur fortune a grimpé deux fois plus vite que la croissance économique mondiale. Elle atteindrait 31 000 milliards de dollars, soit un quart du revenu mondial.

Lumpen-millionnariat

La presse célèbre cette obésité. En période creuse, quand le salaire des cadres fait relâche, les journaux des milliardaires Pinault, Dassault et Lagardère rivalisent d'ingéniosité : « La nouvelle jet-set », « Les Français les mieux payés », « Ce qu'ils font de leur argent », « Les dessous du star business », « Les riches : comment on l'est, comment on le devient, comme on le reste »… Des portables incrustés de diamants aux yachts à taille de pétroliers, de « bal des débutantes » en « foire des millionnaires », des igloos Beachcomber de Laponie aux parvenus chinois qui versent du Pétrus dans leur Coca, les fortunes mondialisées animent le roulis de l'information. Sur cette marée d'or, les pages « conso » flottent comme des papiers gras. Interrogé sur la place exorbitante réservée à la promotion des produits de luxe dans un hebdomadaire qu'il a lui-même défini comme *« un Gala pour riches*[1] *»*, Laurent Joffrin, alors directeur de la rédaction du *Nouvel Observateur*, expliquait en 2001 : *« Le luxe fait partie de la vie contemporaine, il arrive même qu'il fasse rêver. »* Aux journalistes, précisait-il, le devoir incombe de *« varier les recommandations et les prix »*.

Mais, à parcourir ces kilomètres d'« enquêtes », *Le Plan B* s'aperçoit, non sans chagrin, que le « rêve » barbichu charrie aussi du gros malheur. En mars 2005, au cours d'un séminaire londonien consacré au thème « Riches, très riches… quels clients pour quel luxe ? », un expert lança ce cri d'alarme aussitôt répercuté par *L'Express* (22.8.05) : *« Il y a une paupérisation des très riches dans certains pays ! »* Ce phénomène, accuse *L'Express*, *« toucherait de plein fouet la France »*, où la fiscalité agit *« comme un frein à la croissance de la richesse »*. Saignées à blanc, les masses du lumpen-millionnariat endurent de surcroît la jalousie de leurs concitoyens, comme l'ex-PDG de Carrefour Daniel Bernard, congédié en 2003 avec un pourboire de 29 millions d'euros. *Le Point* s'émeut du sort des grands patrons, *« désormais montrés du doigt comme jamais dans le passé ne l'ont été les rentiers »* (28.7.05). Certes, le journaliste admet que la bonne fortune des patrons du CAC 40 (une rémunération en hausse de 23 % en 2003, quand le



pouvoir d'achat des Français baissait de 0,3 %) n'est pas étrangère à cette *« phénoménale rancœur »*. Mais les faits sont là : décimés par le fisc, pourchassés par les envieux, les gros portefeuilles ne doivent leur salut qu'à l'émigration.

Tragédie de l'exil fiscal

Le drame des élites contraintes à l'exil traumatise le Parti de la presse et de l'argent (PPA). Dans *Paris Match* (2.11.06), Jacques Tajan hurle son *« amertume »*. Parti en Belgique, où abondance et plus-values ne sont pas imposables, cet ancien commissaire-priseur se veut l'héritier de Victor Hugo : *« Lui aussi est venu s'installer ici quand la France lui cherchait des poux dans la tête. »* Logé dans l'ancienne villa du maréchal Mobutu, il se console en songeant qu'à Bruxelles, au moins, *« on peut conduire sa Jaguar décapotable sans susciter des réactions de jalousie »*. Les 8 millions de Français qui n'ont pas assez d'argent pour partir en vacances devraient s'estimer heureux : ils ignorent les affres du déracinement. *« Bruxelles n'est pas mon biotope »*, se plaint à *Paris Match* l'ex-PDG d'Elf Philippe Jaffré. Depuis son gîte où il vit *« en toute discrétion »* – *« plafond doré dans le salon, escalier hollywoodien dans l'entrée, piscine en sous-sol, jardin japonisant »* –, l'expatrié a publié l'année dernière un vigoureux pamphlet, *Le jour où la France a fait faillite* (Grasset), dans lequel il exhorte ses compatriotes à la *« vertu budgétaire »*. Alain Minc a salué la *« causticité »* de l'ouvrage et le *« regard décalé »* de son auteur (*La Tribune*, 26.10.06). Décalé, le mot n'est pas trop fort s'agissant d'un ex-salarié d'une entreprise publique remercié par une prime de départ de 35 millions d'euros.

Émigrés ou non, les riches de la planète souffrent d'un mal heureusement dénoncé par Ségolène Royal : la vie chère. Selon Capgemini, les grosses fortunes subissent une inflation de 11 % par an, quatre fois supérieure à celle de la ménagère habituée aux rayons de Franprix. D'abord, parce que les millionnaires sont de plus en plus nombreux et que l'offre a du mal à suivre : *L'Express* (22.8.05) parle de *« listes d'attente pour le dernier modèle Ferrari ou le sac Kelly d'Hermès »*. Ensuite, parce que les boutiques raffinées ajustent leurs prix aux moyens d'une clientèle toujours plus opulente. Une presse digne de ce nom fustigerait ce deux poids, deux mesures : le prix du jet privé augmente de 12 % sans faire de vagues, alors que tout le monde pleurniche quand les grandes surfaces renchérissent de 5 % le paquet de coquillettes. Un espoir, toutefois : l'UMP et le PS promettent tous deux de combattre l'injustice.

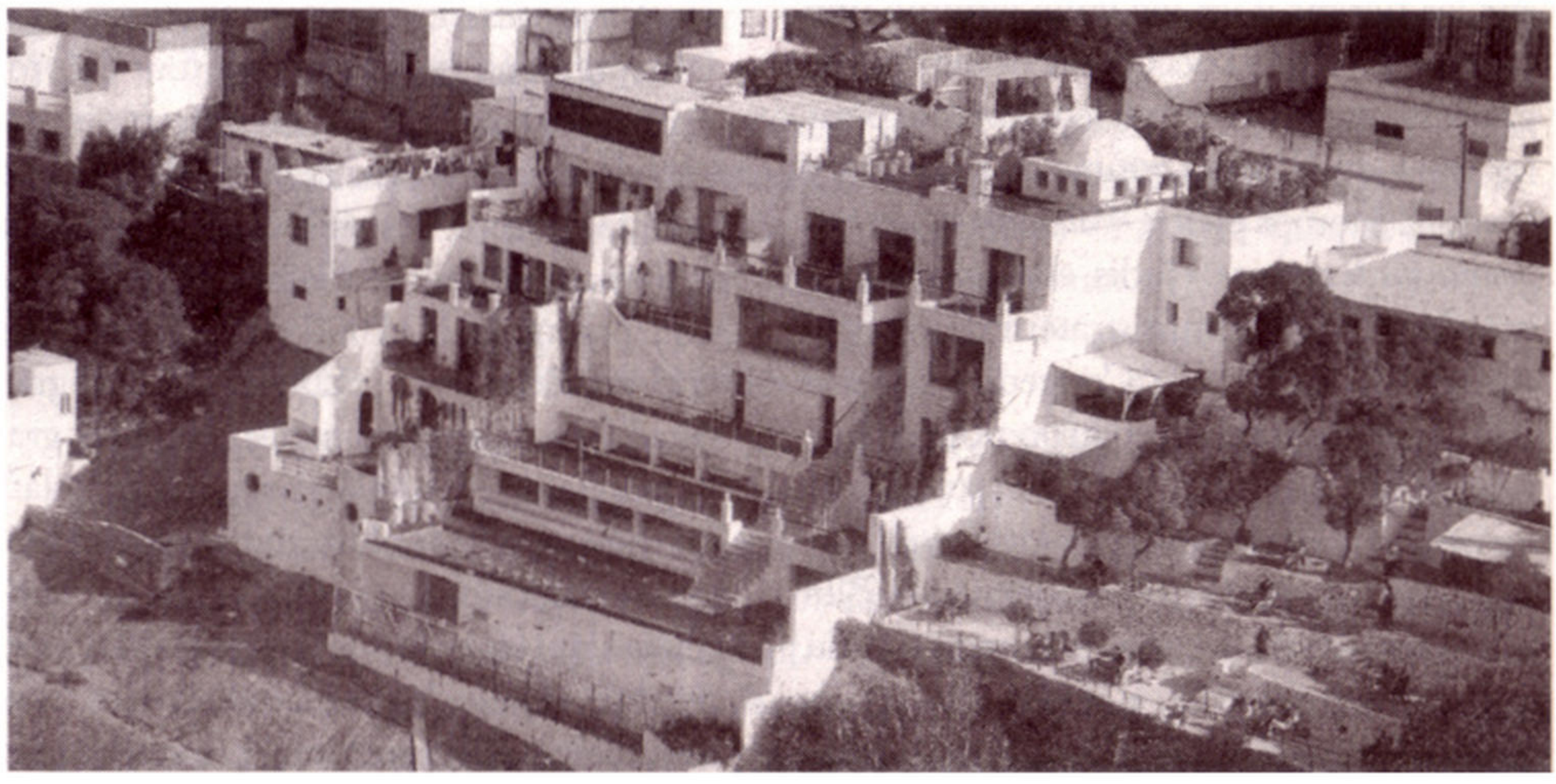
---

1 Cité par François Ruffin, *Les Petits Soldats du journalisme*, Les Arènes, 2003, p. 134.

Danseuse pour industriels

« Il n'y a pas assez de riches, et ceux qui restent vont partir », prédisait Serge Dassault dans *Capital* en novembre 2003. Trois ans plus tard, « ceux qui restent » sont toujours là et encore plus riches qu'avant – au grand soulagement des journalistes qui dansent pour eux. Quatrième fortune du pays avec 6,6 milliards d'euros (selon le dernier classement de *Capital*), le marchand d'armes Dassault édite notamment *Le Figaro* et ses innombrables dérivés. Il est talonné par le doge chiraquien François Pinault (6,3 milliards), dont l'empire englobe *Le Point*, *L'Histoire* et une fraction de TF1. En douzième position avec 2,7 milliards, les bétonneurs Martin et Olivier Bouygues contrôlent les chaînes TF1, LCI, Eurosport, Histoire et TV Breizh ainsi que 34 % du gratuit *Métro*. Quant à Vincent Bolloré (2,2 milliards), il étrenne son nouveau « pôle médias » avec deux gratuits (dont un coédité par *Le Monde*) et la chaîne numérique Direct 8. Loin derrière, le marchand de canons Arnaud Lagardère se contente de 596 millions d'euros, alors qu'il règne sur Europe 1, *Paris Match*, *Le Journal du dimanche*, plusieurs dizaines de magazines… et sur 17 % du groupe Le Monde. La fortune personnelle d'Édouard de Rothschild, propriétaire de *Libération* et de *France Galop*, reste inconnue à ce jour. Mais, si les ressources lui manquent pour offrir un fer à friser à Laurent Joffrin, il peut toujours mendier une rallonge à son cousin Benjamin de Rothschild, crédité d'un bas de laine de 1,2 milliard d'euros.

Le pied-à-terre marocain de BHL, dit « Al Entarté ».





La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

L'opinion est sa truffe convoitée ; **Stéphane Rozès** la quête partout en grognant. Directeur de l'institut CSA-opinions et professeur à Sciences-Po, le sondeur a conquis le marché de la « gauche de gauche ». Le PCF sollicite ses prophéties en stratégie électorale ; *L'Humanité* l'interroge sur les grèves contre la réforme des retraites. À cet ex-trotskiste qui se vante de tutoyer de Villiers, la LCR achète une étude sur le « taux de pénétration » d'Oliver Besancenot. Et *Contretemps*, la revue de Philippe Corcuff, l'invite à *« penser la radicalité de la période »*. *« Le client est roi »* : en bon boutiquier, Rozès ménage ses traditionnels donneurs d'ordres en glosant à l'« université d'été » du Medef et à la Fondation pour l'innovation politique de l'UMP. *« Moi, je travaille pour les élites »*, avoue-t-il. Quand Christine Ockrent interroge *« notre ami Stéphane Rozès »* sur la Constitution européenne, le marchand de sable gourmande *« ces Français qui ont du mal à comprendre le fond du débat »*. Lui a tout compris. En mars 2005, il publie le premier sondage qui prédit la victoire du « non », escomptant que la « menace » *« allait créer mécaniquement du oui »*. Après le 29 mai, il apprend aux vedettes de la gauche « noniste » à muscler *« la marque antilibérale »* en passant à la télé. On peut juger du résultat… Sondeur aux yeux de poisson mort, Rozès exsude un jus de contentement de soi. Son produit phare, c'est lui. Dans *Politis*, *« hebdomadaire citoyen »* en mal de copie, Rozès renvoyait les lecteurs à deux articles de Rozès parus dans *La Tribune* et dans *Le Figaro*. Mais il cancane aussi dans les revues pro-Bush *Commentaire* et *Le Meilleur des mondes*. Son désir de paraître est tel que les médias font instantanément appel à lui les jours fériés ou lorsqu'un invité se décommande à la dernière minute. Las ! Enfin cité dans le *Wall Street Journal Europe* (16.11.06), il apparaît sous le nom de *« Ms Rozès »* (Mme Rozès) et pique une crise de nerfs. L'incident est fréquent. En 2002, à la sortie des studios de France Culture, il agresse un universitaire qui venait de critiquer les farceurs faisandés des sondages : *« Je brasse des millions… Je ne vais pas me laisser intimider par un petit prof de fac. »* Un petit coup de laisse dorée sur les fesses devrait l'apaiser.



Contre-pouvoir

L'interminable clip promotionnel offert par Arlette Chabot à Nicolas Sarkozy (« À vous de juger », France 2, 30.11.06) a rassuré *Le Plan B* sur la pugnacité du « quatrième pouvoir ». Interrogé par Serge Raffy, Nicolas Sarkozy interpelle le journaliste du *Nouvel Observateur* :
– Sarkozy : *Vous avez un tellement gentil sourire !*
– Raffy [pâmé d'aise] : *Hé, hé, oui, c'est un métier.*
– Sarkozy : *C'est vrai que vous êtes au* Nouvel Observateur *? Je ne peux pas le croire. Au fond, vous gagnez à être connu. Vous riez ?*
– Raffy : *Pourquoi je vous ferais la gueule, monsieur le ministre ?*
– Sarkozy : *Parce qu'il y avait eu un célèbre édito dans* Le Nouvel Observateur *à mon propos : « Cet homme est-il dangereux ? ». Et l'homme qui avait signé cet édito, Laurent Joffrin, à la fin de l'année 2004, il avait changé d'avis : il me remettait le prix du meilleur homme politique de l'année.*
Quelques semaines auparavant, Laurent Joffrin entamait un nouvel éditorial par ces mots : *« Il faut rendre hommage à la police. Hé oui !* […] *Cet éloge sans ambages pourra surprendre »* (18.10.06). Hé, hé, pas du tout !



Il était une fois la révolution

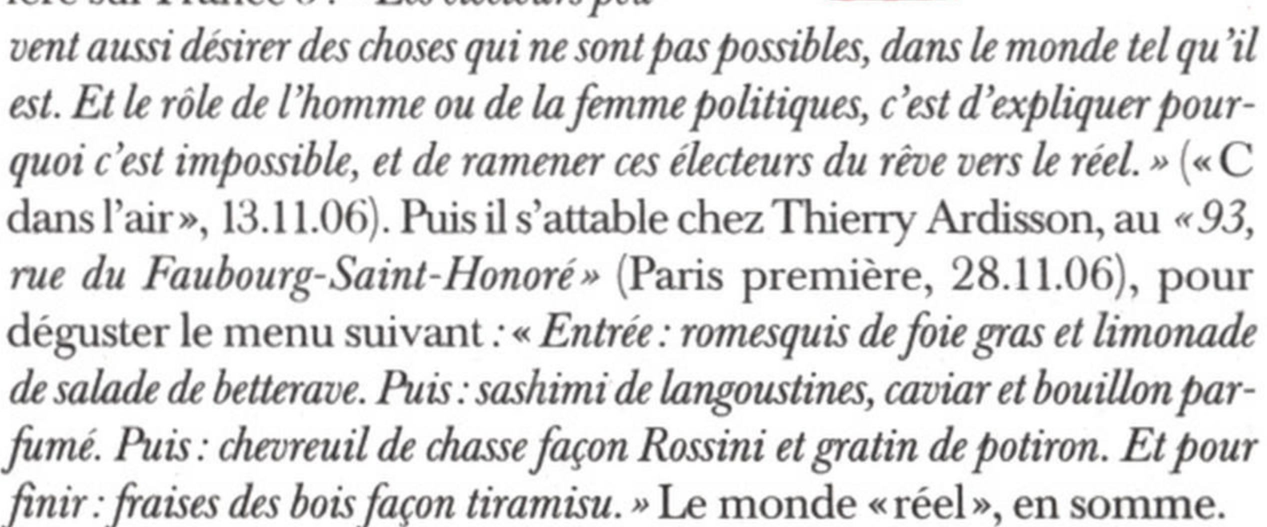
Invité par son ami Karl Zéro sur une nouvelle chaîne de télévision Internet, Olivier Besancenot précise son programme : *« Après la Révolution, ce sera complètement différent. Karl aura évidemment la place du 20 heures, bien entendu »* (13.11.06, http://leweb2zero.tv/). Et *Le Plan B* sera en prison.



Vote « utile »

Invité par Franz-Olivier Giesbert à débattre sur France 5 avec Thierry Breton en compagnie de Jacques Attali, Bernard Maris s'est bien défendu : *« Je ne suis ni anticapitaliste ni antimarché.* […] *Je suis un capitaliste. C'est notre horizon indépassable. »* Avant d'ajouter : *« Là, je vote utile. Je vote Ségolène au premier tour, c'est réglé »* (26.11.06). Utile, car Royal pourrait pistonner Maris auprès du Conseil d'analyse économique (CAE) dont l'économiste autrefois dissident rêve depuis trois ans.

Un singe en hiver



Nouveau directeur de *L'Express*, le comédien Christophe Barbier vocifère sur France 5 : *« Les électeurs peuvent aussi désirer des choses qui ne sont pas possibles, dans le monde tel qu'il est. Et le rôle de l'homme ou de la femme politiques, c'est d'expliquer pourquoi c'est impossible, et de ramener ces électeurs du rêve vers le réel. »* (« C dans l'air », 13.11.06). Puis il s'attable chez Thierry Ardisson, au *« 93, rue du Faubourg-Saint-Honoré »* (Paris première, 28.11.06), pour déguster le menu suivant : *« Entrée : romesquis de foie gras et limonade de salade de betterave. Puis : sashimi de langoustines, caviar et bouillon parfumé. Puis : chevreuil de chasse façon Rossini et gratin de potiron. Et pour finir : fraises des bois façon tiramisu. »* Le monde « réel », en somme.

« De bons petits »

Avec l'accord de Philippe Val, François Bayrou réécrit les textes de *Charlie Hebdo* le concernant. C'est ce que révèle Anne-Sophie Mercier, journaliste de l'hebdomadaire « satirique » (4.10.06) : *« Dans l'introduction de notre interview, nous décrivions un Bayrou* « teigneux comme un singe ». *Réaction indignée de l'intéressé :* « Je vous défends d'écrire ça ! » *On en avait pourtant le droit, la présentation de l'interview étant de notre ressort. On a cédé, de guerre lasse. Comme quoi, nous aussi, on est, à nos heures, de bons petits… »* On ne le lui fait pas dire.



Téléachat

Cramponné à son émission « Entre guillemets » sur LCI, Edwy Plenel reçoit à nouveau Pierre Rosanvallon, professeur au *Monde* et éditorialiste associé au Collège de France, qui vient de pondre un énième tome de réflexions ennuyeuses (5.11.06). Comme à l'accoutumée, les nerfs du malheureux Plenel lâchent lorsqu'il agite devant les caméras *« le livre, LE LIVRE politique qu'il FAUT lire pour préparer la présidentielle. Mon coup de cœur, je le dis tout de suite.* […] *Un pavé dans la mare sur le piétinement de notre fonctionnement démocratique.* […] *Un seul conseil : lisez Pierre Rosanvallon, et, les politiques, prenez-en de la graine ! »* À l'heure où nous mettons sous presse, l'état du bonimenteur serait stationnaire.

Éditeur ou mercenaire ?

Réputées indépendantes et « alternatives », les éditions Autrement multiplient les partenariats avec des institutions ou des entreprises. En achetant d'office une partie du tirage, le Medef, Suez, etc., financent la publication de livres qu'on imagine très critiques envers le patronat. Henri Dougier, propriétaire d'Autrement, rassure : *« Les acheteurs potentiels ont seulement un droit de regard sur le sommaire »* (*Le Figaro*, 16.11.06). L'« indépendance » est sauve.

Grosse tête

Commentant sur BFM (30.10.06) la réélection de Lula au Brésil avec plus de 60 % des voix, Stéphane Monclaire, maître de conférences à la Sorbonne, explique : *« Les pauvres sont peu instruits. Ils n'ont pas compris les méandres des affaires de corruption qui ont affecté Lula. Allez faire comprendre à un analphabète comment fonctionne l'affaire Clearstream. »* Tout analphabète sait pourtant ce qu'il doit penser d'un âne sorbonnard qui brait sur BFM.

Cuistrerie sauvâââge

Catherine Clément, romancière et *« responsable de l'université populaire du nouveau musée du quai Branly »*, explique sur France Info (28.10.06) : *« Nous autres Occidentaux, nous sommes sauvâââges lorsque nous bricolons. Le bricolage, chez les Occidentaux, est la façon d'être sauvâââge et donc nous sommes tous sauvâââges. C'est une merveilleuse façon de neutraliser le racisme qu'il peut y avoir dans ce mot.* […] *Moi étant très peu scientifique, je me sens totalement sauvâââge.*
Journaliste : *Dans quel cas vous sentez-vous sauvâââge ou vous autorisez-vous à l'être ?*
C. Clément : […] *Je me sens sauvâââge quand je fais la cuisine. »*
Vive le service public qui sélectionne pour nous les informations décisives.



Luc-ferryades

Toujours président du Conseil d'analyse de la société, Luc Ferry prodigue sur LCI des leçons de pédagogie aux élèves des quartiers pauvres : *« Quand vous tombez sur un mauvais professeur, ben vous prenez un petit cours à la maison ou, que sais-je, vous vous faites aider de vos parents »* (28.10.06). Soudain, l'ancien ministre de l'Éducation explose : *« Quand je vois des autobus qui flambent, je suis désolé, c'est nous qui les payons les autobus. Je sais que les gamins qui font ça, ils n'auront rien du tout, et je trouve que c'est TOTALEMENT inacceptable !* [Il hurle] *Excusez-moi, mais en Syrie on les mettrait vingt ans en prison. Je ne dis pas que c'est idéal, mais je vous assure qu'il n'y a pas d'autobus qui flambent ! »* Les « gamins » qui font flamber les autobus devraient prendre plus de leçons particulières.





LE PLAN B
Vous offre
Des idées de cadeaux

Tout a commencé, cher lecteur, lors du bal annuel du *Plan B*, au profit de notre fondation pour la promotion du polo dans les pays émergents (ci-dessous)…

Notre directeur du Bon Goût (ici photographié devant sa villa de vacances), formula, avec sa délicieuse pointe d'accent transalpin, l'idée suivante :

« Ma, jé crois qué nos lecteurs méritent mieux qué les souplééments sordides dou *Nouvel Osservatore*, dé *Libérassione* ou dou *Mondé*, non ? Pour leurs achats, *Lé Plan B* doit leur offrir cé qu'il y a dé plous chic. Nous dévons leur faire découvrir *How to spend it**, vous savez, cé trouc dou *Financial Times*… »

* *How to spend it* (« Comment le dépenser »), supplément mensuel, depuis 1994, du quotidien britan

Résoudre un casse-tête…

(*How to spend it*, décembre 2005)

« Que peut-on offrir à l'homme (ou à la femme) qui a déjà tout ? Ce problème devient un vrai casse-tête à l'approche de Noël. Alors, si vous vous torturez en vain les méninges pour faire un cadeau vraiment exclusif à votre proche ou votre chéri, pourquoi ne pas le surprendre avec l'un des cognacs les plus extravagants que l'argent puisse acheter ? […] Récemment, Hennessy (LVMH) a lancé sa dernière cuvée de cognac de luxe, baptisé Ellipse, qui résulte de la combinaison de sept générations d'eaux-de-vie. On le trouve chez Harrods pour 4 850 euros la bouteille. Si Ellipse est appelé à devenir le cognac culte des connaisseurs, il rejoindra inévitablement le splendide L'esprit de Courvoisier, qui est au-delà du luxe avec un prix plancher de 7 500 euros la bouteille. »

Applaudir

(*How to spend it*, octobre 2006)

« La tribune la plus chère pour assister à un match de football est le nouveau Diamond Club d'Arsenal. Pour en franchir les portes, le supporter doit débourser 150 000 euros par an. En retour, il bénéficie des prestations d'un vrai club de gentlemen : sol en marbre, bar en onyx, boissons à volonté et repas à quatre services cuisiné par Raymond Blanc. »

Les petits gestes qui comptent

(*How to spend it*, novembre 2004)

« Quel est l'ingrédient indispensable à une soirée réussie ? Le "party bag". Au moment de prendre congé, les invités se voient remettre un sac plein de cadeaux. "Cela n'a de sens que si les sacs sont vraiment étonnants et malins", explique Nay, qui a organisé des réceptions privées pour le chanteur Bob Geldof et la modiste Karen Millen. Voici quelques mois, elle a loué ses services à un cadre supérieur de la City qui fêtait ses 50 ans. "Il avait cent invités et voulait que chacun reçoive un sac d'une valeur de 700 euros environ, dit-elle. On a rempli chaque sac avec une caméra digitale, une montre Swatch, un flacon de parfum Ralph Lauren's, une bouteille de Chivas Regal et une voiture-jouet Ferrari." »

Surprendre et divertir

(*How to spend it*, novembre 2004)

« Imaginez la scène. Une grande fête d'anniversaire. Quelqu'un a organisé une réception pour son ou sa chéri(e). La salle est pleine d'amis, les lumières s'éteignent, les rideaux s'écartent, un écran apparaît. Et voici que sous les yeux émerveillés du ou de la chéri(e) commence la projection d'un film qui raconte sa vie. Il ou elle se retrouve vedette de son propre film de cinéma ! C'est la nouvelle mode des vraiment riches. Grâce à Bespoke Films, récemment créé par l'homme de télévision Jonathan Maitland, le "vanity cinéma" fait désormais partie des petits trucs dont usent les riches pour fêter les grands moments de leur existence. Maitland utilise d'authentiques professionnels. Ses réalisateurs, producteurs et chef opérateurs viennent tous de la télévision. "Chaque homme a une histoire à raconter, dit-il. Notre but est de rendre cette histoire aussi distrayante et mémorable que possible." Parents et amis peuvent jouer eux-mêmes les rôles secondaires. Le prestataire peut aussi ajouter des images d'archives et même de vraies stars de cinéma. Pour la formule de base, compter jusqu'à 80 000 euros. »

Le temps c'est pas mal d'

(*How to spend it*, octobre 2006)

« La visibilité de la montre-poignet augmente alors que son utilité décline. À considérer celles que proposent des maisons comme Chanel ou Vuitton, il est certain qu'aux yeux de beaucoup leur attrait est plus esthétique que mécanique : la Grande ChronoMaster XXT Open (7 750 euros), la Queen of Love/Star Open El Primero Diamonds (10 000 euros) ou la Vacheron Constantin's Minute Repeater (416 000 euros). »



Une suggestion accueillie avec enthousiasme par notre équipe, dûment fêtée au dom-pérignon (un superbe millésime 1962).

Quel meilleur choix pouvions-nous faire lorsque, réunis en séminaire dans un endroit au calme (photo ci-dessus), nous décidâmes de confier à Bernard Arnault*, en sa qualité de conseiller de la rédaction, le soin de guider nos lecteurs dans l'univers du luxe ? Le PDG de LVMH nous rejoignit aussitôt (photo ci-contre).

Mais laissons-lui maintenant la parole : *How to spend it* avait justement consacré un article à notre collaborateur, en novembre 2004. Nous y souscrivons.



« Bernard Arnault, le PDG de LVMH, leader mondial de l'industrie du luxe, […] a la conviction que si un consommateur désire ses produits, il devrait être capable de les acquérir. Arnault aime ses produits et voudrait que tout le monde les aime aussi. Il pense que démocratie et capitalisme s'enrichissent mutuellement. Pour certains, la démocratie est l'ennemie du luxe, mais c'est un combat idéologique. On peut même dire qu'il s'agit d'un combat contre le progrès, et on sait comment cela se termine. »

How to Spend it, édition spéciale pour les dix ans du magazine. En titre : « Dix années triomphales ».

…ique *Financial Times.*

* Le patron le plus riche de France, selon *Capital* (2006), avec 17,6 milliards d'euros.

Les illustrations de cette double page sont extraites de *How to spend it*.

Camper à la ferme

(*How to spend it*, juillet 2003)

« Il y a peu d'endroits au monde où il est possible de louer tout un village. La Gascogne en fait partie : vous y trouverez le castelnau de Lagarde-Fieumarcon, une cité médiévale entièrement rénovée par ses propriétaires, la famille Coustols. Avec ses murailles […] et ses torches allumées dans la nuit, vous aurez l'impression d'habiter dans la plus romantique des histoires françaises, Le Grand Meaulnes *d'Alain Fournier. Hors saison, le castelnau est disponible pour 60 personnes maximum à partir de 50 000 euros pour un week-end de trois nuits (sans les repas ni les boissons). »*

Se promener

(*How to spend it*, janvier 2004)

« Assuré par la Private World de Londres, le "tour mondial des îles privées" emmène le vacancier des Seychelles aux Philippines puis aux Caraïbes à bord d'un jet privé et d'un yacht. Tarif de base pour un mois : 1 million d'euros. »





Faire des ronds de fumée

(*How to spend it*, octobre 2006)

« Le dîner de gala au Festival del Habano est l'événement de l'année pour le fumeur de cigares. Tout le monde se dispute le privilège de s'asseoir au Parc Lénine, l'établissement chic rétro de La Havane. Prix du repas : 750 euros. Cette année, huit cents personnes ont participé à la cérémonie, soit un gain de 1 million d'euros pour les organisateurs. En échange, ces derniers ont décidé de faire un geste. Pendant le dîner, ils ont invité les convives à déposer leur nom dans un chapeau. L'heureux gagnant, un négociant de Genève, est reparti avec une boîte contenant cent humidificateurs et quarante cigares Behike de Cohiba, la Ferrari du havane. Bon, il ne l'a pas eue pour rien. Le cadeau n'était pas la boîte, mais la possibilité de l'acquérir à bon prix : 15 000 euros. L'homme était incandescent de bonheur au moment de signer son chèque. »

Être bon ça rapporte

(*How to spend it*, octobre 2006)



« Les nouveaux philanthropes ne se contentent pas de dépenser toujours plus d'argent, ils s'occupent aussi de la façon dont il est dépensé – et ils y prennent un plaisir fou ! […] Exemple : sir Tom Hunter, qui a créé le fonds équitable Hunter Foundation après la vente de son entreprise Sports Division. "À 37 ans, j'ai eu besoin d'un défi, dit-il. Je voulais faire encore plus d'argent mais, en même temps, je voulais que cela serve à un but. Ce but, je l'ai trouvé dans la philanthropie." […] Un autre admet que la charité est "un secteur sacrément plus facile que le business". Les fonds de charité ne paient pas de taxes sur leurs investissements et bénéficient d'une exonération fiscale de 80 % sur les biens immobiliers qu'ils utilisent. »



…rgent

Le petit plus du Plan B :

Certains d'entre vous désireront peut-être acheter leurs jetons de présence au Paradis S. A. C'est bien entendu possible. Sachez toutefois que les prix se sont envolés depuis que, en juin 2006, Warren Buffett (2e fortune mondiale) a fait don de 85 % de sa richesse à la fondation de Bill Gates (1re fortune mondiale). Les 37 milliards de dollars de cette donation devraient lui assurer une place de choix à la table du céleste conseil d'administration, sur les genoux du petit Jésus.

Les voyageurs du Beaujolais

Délaissant ses betteraves à sucre, la section picarde du *Plan B* a vendangé dans un domaine du Beaujolais, sous les ordres d'un patron démoralisé et les moqueries de journaliers gitans rompus à la tâche.

Vinz avait prévenu d'entrée : *« Vous dites tous que vous avez déjà vendangé, parce que Luc, cette année, il cherche des mecs solides. »* Serrés à cinq dans la Ford Escort, nous mettons le cap vers le Sud et ses vignobles. On n'est pas les seuls à faire le voyage : en septembre, 45 000 vendangeurs se retrouvent dans le Beaujolais. Parmi eux, des étudiants comme Vinz et ses copains, abonnés aux petits boulots (animateur en centres de loisirs, démonstrateur chez Pic-Wic, vendeur chez Intersport, etc.), mais aussi des retraités qui se déplacent pour « la convivialité » et des salariés à la précarité durable, romanos aux mains calleuses, Bulgares, ex-Yougoslaves, Marocains, dont on ne contrôle pas les papiers à l'entrée de la parcelle.

Durant deux semaines, la petite gare de Belleville, dans le Rhône, se transforme en marché aux bras. Des hommes et des femmes attendent, assis sur le trottoir ou somnolant par terre. Une camionnette arrive et le chauffeur trie la main-d'œuvre au faciès : *« Toi, toi, non, pas toi, toi, toi, non, toi, toi… Je vous embarque. Allez, montez ! »* Un autre utilitaire se pointe, et ça recommence. Certains n'entendent pas l'appel, ils ronflent sur le bitume. *« Ça fait trois jours que j'attends »*, raconte un grand roux frisé. Il a la quarantaine bien sonnée : trop vieux, sans doute. *« Ce camion, là, ça fait quatre fois qu'il passe depuis ce matin sans me prendre. Il y a des jeunes qui débarquent tout frais des pays de l'Est, ils doivent paraître plus vigoureux que nous, alors… »* Ça se bouscule au portillon pour dix jours de Smic.

Les heureux élus s'en vont saluer le patron au sous-sol. Entre les cuves et le pressoir, l'odeur du raisin macéré pique les narines. *« Paraît que vous avez tous déjà fait les vendanges ? »* demande Luc. On bredouille, Vinz nous lance un regard noir. Plutôt sympa, Luc rassure : *« Je préfère de la main-d'œuvre pas trop expérimentée plutôt qu'aller chercher des zigs à la gare de Belleville. Vous apprendrez vite si vous n'êtes pas douillets. »*

On ne sera pas douillets non plus pour dormir. C'est dans le jardin qu'on plante nos tentes, et Estelle vient s'excuser : *« Vraiment désolée, on n'est pas bien équipés, pas de dortoirs, rien… Mais bon, en attendant… »*

« Un patron qui en bave »

Le lendemain à 7 h 30, on s'entasse dans la Renault Trafic. Assis sur les bidons d'eau, on roule portière ouverte avec vue sur les vignes, les belles demeures en pierre et les villages qui défilent, les mêmes que sur les étiquettes : Fleurie, Morgon, Chiroubles, Brouilly… Le véhicule s'arrête : voilà notre arpent.

« Allez les gars, on se remue ! Vous me prenez un seau, chacun tient sa rangée ! Et je veux pas de ligne vide, compris ? » C'est Mérouane qui joue le contremaître. Des Manouches ont déjà commencé, à mains nues, eux. *« Allez, videz ! Hé, c'est quoi, ça ? On a dit pas de pourris ! Mais regarde-moi ce travail, t'en laisses plein ! Recommence ta rangée ! »* Il s'époumone mais on s'en fout. On tente juste de s'appliquer, dos courbé, serpette à la main. Les gants en plastique ne font pas long feu, déchirés. Le doigt y passe à son tour. *« Écrase un grain de raisin blanc dessus, ça cicatrise »*, conseille Alex. D'après lui, *« dans les boulots de merde, le pire, c'est la mauvaise ambiance »*. De ce côté, à 23 ans, il a déjà donné : *« J'ai arrêté l'école à 17 ans. C'est après qu'on regrette, mais je voulais bosser. J'étais embauché en intérim dans un supermarché Atac, à la mise en rayons. En théorie je m'occupais des surgelés, mais on faisait aussi la réception des camions, le déchargement des palettes, le rangement du magasin… Puis le patron a changé, on m'a mis au rayon frais. Une vraie galère : tu es responsable de chaque fruit pourri. J'en avais marre, et un jour le boss m'a convoqué : "Tu ne tiens pas la route, on te licencie." »* Du coup, il a voulu suivre une formation en informatique, mais sans diplôme, sans permis, sans bagage… *« J'ai fini par travailler au black dans un cybercafé près de Paris, 240 euros par mois et une petite piaule au-dessus. C'était de l'exploitation. Grâce aux vendanges, je vais me payer le permis pour faire la formation que je souhaite. »* Même plus la force de soulever le seau, on le pousse avec nos pieds. *« C'est bientôt la pause,* console Alex. *Ici, c'est dur, mais on le sait. Et au moins tu n'es pas traité comme du bétail. »*

Fin de la rangée, il est 10 h 30. Le soleil commence à taper, on tombe le pull. Quelques gorgées d'eau, et nous voilà repartis sur le terrain voisin, le dos en compote, les genoux qui plient, la tête qui tourne. Et le décompte commence : plus qu'une heure trente avant le déjeuner…

La deuxième mi-temps s'achève enfin. Les Gitans sont retournés à leur camp, les gens du coin sont repartis en voiture, alors nous voilà entre Picards, une dizaine, « logés » sur place. *« Prem's pour la douche ! »* La seule cabine se trouve dans la ferme en face, mais personne ne râle. Pourquoi accepte-t-on de dormir sur une pelouse, de se réveiller à l'aube dans un camping zéro étoile, de se concasser les vertèbres huit heures par jour pour 8,27 euros (brut) de l'heure ? À cause du patron, sans doute. On le voit levé avant nous, couché après nous, roupillant à côté de ses cuves, courant du matin au soir pour réparer une pompe, nettoyer le pressoir, vider la remorque, remplir les fiches de paie, commander une chaudière, vérifier les températures, sans repos ni temps mort. Le soir, il casse la croûte à nos côtés, brioche au pâté, cassoulet, du bien lourd, du pour travailleur, mais pas dix minutes de plus pour le fromage : il faut encore contrôler la pompe. *« Je préfère cent fois un patron comme Luc qui en bave comme nous,* apprécie Alex, *plutôt qu'un guignol à lunettes qui nous donne des leçons en nous observant à travers une vitre comme dans un zoo. »*

« Le marketing plus important que le vin »

En plus, le couple ne roule pas sur l'or. *« En dix ans,* dit Luc, *c'est un tiers de vignerons en moins dans le coin. Moi, je suis né dedans, je ne sais faire que ça, alors malgré la baisse des cours, la pression des grandes surfaces, la chute de la consommation, je me débrouille avec mes 14 hectares. Enfin, il n'y en a qu'un et demi vraiment à moi, le reste c'est du fermage et des emprunts bancaires… »* Malgré le succès publicitaire du beaujolais nouveau, les gros rouges de la région font grise mine. *« Les années 70-80, c'était des années mirifiques, ah ouais… Quand tu faisais une bonne récolte, tu pouvais acheter 2 hectares de plus. Aujourd'hui, c'est presque le contraire : on est bouffés par la concurrence, et nous, on est complètement à côté de la plaque… »* Un tiers seulement de la production est vendu aux particuliers, les négociants écoulent le reste aux prix fixés par la grande distribution. *« Les négociants, il y en avait des centaines dans les années 60. Aujourd'hui, on les compte sur les doigts d'une seule main. Ils se réunissent en petit comité et se plient à la loi des grandes surfaces. Nous, en bout de ligne, on ne vaut plus grand-chose. On a maintenu artificiellement l'héritage. Sur mes cinq frères, l'un a arrêté la vigne : deux années difficiles l'ont coulé, il est croque-mort désormais. Jean-Mi, il s'en sort parce qu'il fait des prestations : prêt de chaudières, de machines, etc. Louis, lui, c'est le seul dans tout le Beaujolais à couper avec deux mains, je te dis pas le carnage. Et nous, on court dans tous les sens pour creuser la dette. Au pire, si une de mes gamines veut faire ce boulot, je l'envoie à l'étranger, qu'elle se forge une culture commerciale. Le marketing, c'est plus important aujourd'hui que le vin lui-même. »*

En attendant l'initiation au marketing, leurs trois filles de 6 à 14 ans donnent un coup de main en cuisine ; l'aînée passe ses week-ends dans les vignes. *« C'est la rentrée en sixième de Margot cette année, je vois bien qu'elle peine mais je n'ai pas le temps de m'en occuper,* regrette Estelle. *En septembre, on a encore pas mal de touristes, alors le magasin*





reste ouvert. Aujourd'hui, on a eu un car de Belges. Une remorque est arrivée en même temps, j'ai voulu vite la décharger avant la dégustation, du coup je me suis plantée de cuve… » Luc en rigole presque : « *On fait tout mais tout est mal fait. Normalement je devrais rester au cuvage, mais je viens avec vous parce qu'on a quelques problèmes avec les voyageurs cette année…* »

Les « voyageurs » ! Des camarades un peu rudes, c'est sûr. Dans les rangées de vignes, ils nous balancent des grains de raisin pourris : « *Bien visé ! Dans le cou !* » Et puis des vannes juteuses, genre : « *T'as déjà tâté de la couille de Gitan ?* » Leurs compagnes s'y mettent : « *Eh, tu veux pas sortir avec mon copain ? Il a une petite bite mais un gros cul, tu pourras tout mettre dedans !* » À chaque blague, ils s'esclaffent à gorge déployée, des plus vieux aux plus jeunes. « *Bande de poitrinaires !* », nous crie le doyen, Simon. Et ils tracent, et ils coupent, recoupent et coupent encore, vannant les « civils » qui lambinent : « *Eh le jaune, t'as bouffé quoi ce midi ? Des escargots ? Allez, vide ton seau, et qu'ça saute ! Couilles de mammouth ! feignasses !* » Ils vendangent en groupe, et les « gadjos » ne se pressent pas pour fraterniser…

« On sait pas y faire avec le personnel »

Après leur boulot dans le Beaujolais, les « voyageurs » ont prévu de monter en Champagne. « *On est payés au kilo là-bas*, explique Bibi, un ancien du groupe, *on se fait 6 000 balles de la journée au moins. Le plus dur, c'est la taille des vignes, l'hiver. T'es gelé, tu rampes à même le sol pour couper la moindre branche qui dépasse. Mais ça paie bien. Je fais ça dans la Nièvre. Après, on va en Bretagne pour la ferraille, et au printemps on commence les fruits en Espagne.* » Et ils cueillent, binent, ramassent au fil des saisons tomates, fraises, pêches, melons, cerises, abricots, pommes et poires, au gré des patrons aussi. À 45-50 ans, malgré une insouciance d'enfants terribles, Simon ou Bibi en paraissent dix de plus. L'élégance des baroudeurs en prime : boucle d'oreille au lobe droit, chaîne en argent, chevalière, l'œil vif et un sourire toujours prêt à dégainer. La tête de ceux qui en ont vu et qui ne s'en laissent pas conter.

C'est pendant les repas que, dans leur dos, on prend notre revanche : « eux », des « *vulgaires* », des « *puérils* », des « *gras* », des « *édentés* »… Paroles de précaires moyens se défoulant sur plus prolos qu'eux. « *Je ne peux plus les supporter*, s'énerve Jean dès le premier soir. *Demain j'arrête !* » Pourtant Jean est l'un des leurs, un cousin lointain désormais sédentarisé. À 44 ans, il se range : après dix-sept années de taule pour braquage, le voilà deux fois papa, et, question boulot, « *c'est le système D mais surtout pas le RMI ou d'autres trucs d'assistés. Je récupère du cuivre sur les chantiers, dans les maisons démontées, je cherche le métal et je revends aux ferrailleurs. Ça dépend du cours, mais en mai je me suis fait 3 400 euros, en juin c'était moins, 2 000 euros. Ça permet de vivre dignement, mais faut pas rêver, hein, la vie est dure pour les gens comme nous. Si je fais les vendanges, c'est pour mes gosses, leur payer des cadeaux à Noël.* » Sur son téléphone portable, il montre les photos de sa petite famille.

À table, la rengaine reprend : « *Ils nous gonflent, ces Manouches !* » Eux nous ont déjà oubliés, remontés aussi sec dans leur camion pour rentrer au campement et casser la croûte. « *Cette année on les gère pas*, s'agace Luc. *À l'époque de mon père, il y avait un chef qui s'entendait avec le patron et qui tenait ses troupes. Aujourd'hui c'est le bordel, mais l'année prochaine, c'est fini…* » Fini, vraiment ? Quand eux font deux rangées, nous on peine encore sur la première. Des « *machines à vendanger* », voilà comment le patron les surnomme. « *Rentables* », comme le remarque son frère. Donc difficile de se passer d'eux… « *Ou alors… j'ai fait mon petit calcul*, réfléchit Luc à voix haute. *Je vais les faire travailler à la tâche l'année prochaine. Parce qu'ils vont vite mais ils laissent plein de grappes sur la vigne, ce n'est pas réglo. On ne sait pas y faire avec le personnel…* »

Dans les vignes, Mérouane en rajoute : « *Eh, Loulou, tu sais ce qu'il a dit, Jean, derrière ton dos ? Il dit que t'es qu'une sale race et que tu ne fais même pas ton boulot…* » Sa hotte sur le dos, il souffle mine de rien sur les braises. D'un coup, la parcelle s'enflamme : les seaux volent à travers champ, et hop ! les manouches s'égaillent comme une nuée de moineaux, nous laissant en plan pour terminer le travail… Le patron en reste abasourdi.

On arrive tout de même au bout de notre arpent. Les voyageurs sont libres à nouveau, ou presque. Tant que des employeurs leur laisseront les corvées les plus pénibles, ils tailleront la route aussi vite que la vigne. « *J'aime bien, les vendanges, moi. Avec le soleil qu'est-ce qu'on peut demander de plus ?* » répétait Bibi à ses voisins de besogne qui, au milieu des rires, souffraient des genoux, craquaient des reins et suaient à grosses gouttes. Apparemment insensible à la douleur, Bibi avançait le sourire aux lèvres, les mains habiles, sans broncher. Heureusement que c'était le dernier pan de Beaujolais : sans eux, le silence de cette fin de journée devenait trop lourd.



Les patrons lui trouvent un goût de banane

Les vendangeurs campent à l'avant-garde du salariat moderne : contrat précaire d'un mois au maximum, exonération des charges sociales salariales, horaires et conditions de travail à la guise de l'employeur… Grisé par ce bouquet de « réformes », le conseil général du Rhône mène depuis deux ans une « *collaboration décisive* » avec l'ANPE et l'Union patronale des viticulteurs en vue d'« insérer » les allocataires du RMI dans les vignes du Beaujolais. Un partenariat doublement profitable : d'une part, il aide les employeurs à satisfaire à bas prix leur demande en main-d'œuvre ; d'autre part, il contribue à vendanger les chiffres du chômage en radiant les allocataires qui ne se sont pas rendus à leur convocation, envoyée en plein mois d'août. C'est ce que le conseil général appelle un « *coup de pouce* » permettant aux chômeurs de « *reprendre confiance* ». Malgré ces renforts, l'industrie du gros rouge périclite : les ventes de vins à moins de 3,75 euros la bouteille ne cessent de chuter (baisse attendue de 14 % entre 2003 et 2008) tandis que les « grands vins » s'envolent (+ 10 % prévus pour la même période). Les petits vignerons dégustent pendant que les gros encaissent. En 2005, les cuvées de Bernard Arnault (LVMH) décrochaient un nouveau record avec 14 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Le Parti de la presse et de l'argent aime le vin qui rapporte : Serge Dassault (château-marcel-dassault), Vincent Bolloré (la Bastide blanche), François Pinault (château-latour), la famille Rothschild (château-lafite-rothschild, château-mouton-rothschild), sans compter Gérard Depardieu ou Michael Schumacher. Or la « crise du vin » ouvre un boulevard aux investisseurs : rachetés pour une bouchée de pain, les vignobles sinistrés assurent un bon rendement une fois regonflés sous l'enseigne d'un œnologue de marché comme Michel Roland (10 000 euros la prestation). Ainsi des vignes du Beaujolais, convoitées par d'opulents industriels lyonnais. Argument décisif : les domaines viticoles échappent à l'assiette de l'impôt sur la fortune.



France Inter, une Bastille à prendre

Harcelés par les interventions intempestives des lecteurs du *Plan B*, les animateurs de France Inter tentent de verrouiller l'antenne. En vain.

C'est la hantise des animateurs de France Inter : les « tricheurs » qui se glissent à l'antenne pour y tenir des propos attentatoires à la profession journalistique. La recette ? Un auditeur appelle au standard (01 45 24 70 00) et soumet, en rapport avec le thème du « débat », une question suffisamment simplette pour capter l'intérêt. C'est la « question leurre ». Une fois admis à l'antenne, l'auditeur en dégaine une autre, beaucoup moins convenable, sur des sujets pouvant heurter la sensibilité de l'animateur : ses « ménages[1] », par exemple, ou son artillerie idéologique, ou encore le profil de ses invités… Souvent inspirés par la lecture du *Plan B*, ces plongeons sardoniques dans le clapotis des « débats » d'eau douce contraignent les animateurs à des sauvetages désespérés. La difficulté consiste à faire taire le gêneur tout en préservant, autant que possible, la fiction du « pluralisme du service public ».

« On est là pour parler des ours »

Le 3 août dernier, l'émission du midi, « Ça vous dérange », examinait l'épineux problème de l'ours des Pyrénées. Au standard, Stéphane dégoupille sa question leurre : *« J'ai l'habitude de me promener avec ma famille dans les Pyrénées, est-ce que la solution du collier GPS est bien fiable ? Un collier peut se perdre… Comment garantir la sécurité des humains ? »* Enchanté, l'animateur Nicolas Stoufflet enchaîne :

« Stéphane est en ligne à Clermont-Ferrand, bonjour et bienvenue sur France Inter.

– Oui, bonjour messieurs.

– On vous écoute.

– Oui, alors il y a dans Le Canard enchaîné *d'hier un article intitulé "Radio France perd des auditeurs mais augmente ses audiences aux prud'hommes", alors, Nicolas Stoufflet, au lieu d'organiser… »*

Désarçonné, Stoufflet déploie sa grâce de pédicure bavarois pour écarter l'intrus.

« Ah non ! Écoutez, Stéphane ! […] Non, franchement, soyez gentil, euh, on n'est pas là pour discuter de politique, etc. On est là pour parler des ours, c'est un sujet qui passionne beaucoup de Français. […] Vous intervenez pour jeter de l'huile sur le feu sur des sujets politiques qui ne nous intéressent pas. Voilà. »

Sachant que l'émission de la veille était consacrée au thème « Y'en a marre des régimes : le gras, c'est bon » et celle du lendemain à « La drague sur Internet, une nouvelle façon de se rencontrer ? », Stéphane et ses amis décident de frapper à une autre porte pour évoquer sur France Inter les sujets *« qui ne nous intéressent pas »* comme le social et la politique.

L'empire contre-attaque

L'émission « Service public » paraît toute désignée. Le 17 octobre, l'animateur Yves Decaens débat des « Nouveaux portables : services ou gadgets ? ». Christian comprend qu'une question leurre particulièrement bouffonne s'impose. Au standard, il explique : *« Je suis conducteur de travaux et je gère trois chantiers autour de Paris. Le portable a révolutionné ma manière de travailler car avec un portable 1/ je peux être joint à n'importe quel moment ; 2/ je peux lire mes mails et en envoyer sans attendre de passer au bureau après 18 heures ; 3/ grâce aux photos on peut traiter des problèmes concrets à distance. Pour moi, le portable m'a permis de gagner en efficacité dans mon travail. »* Yves Decaens lui passe aussitôt la parole.

– Christian : *« Bien oui, bonjour à tous, déjà.*

– Yves Decaens : *Bonjour !*

– Christian : *Oui, bien, grâce au portable j'ai appris par un ami que cinq syndicats de Radio France ont demandé aux journalistes des locales de Radio France de lutter contre la réduction des moyens et contre la précarité dans les rédactions en n'envoyant plus leurs reportages pendant une semaine. »*

Il a fallu passer par la fenêtre pour que « service public » remplisse enfin sa mission.

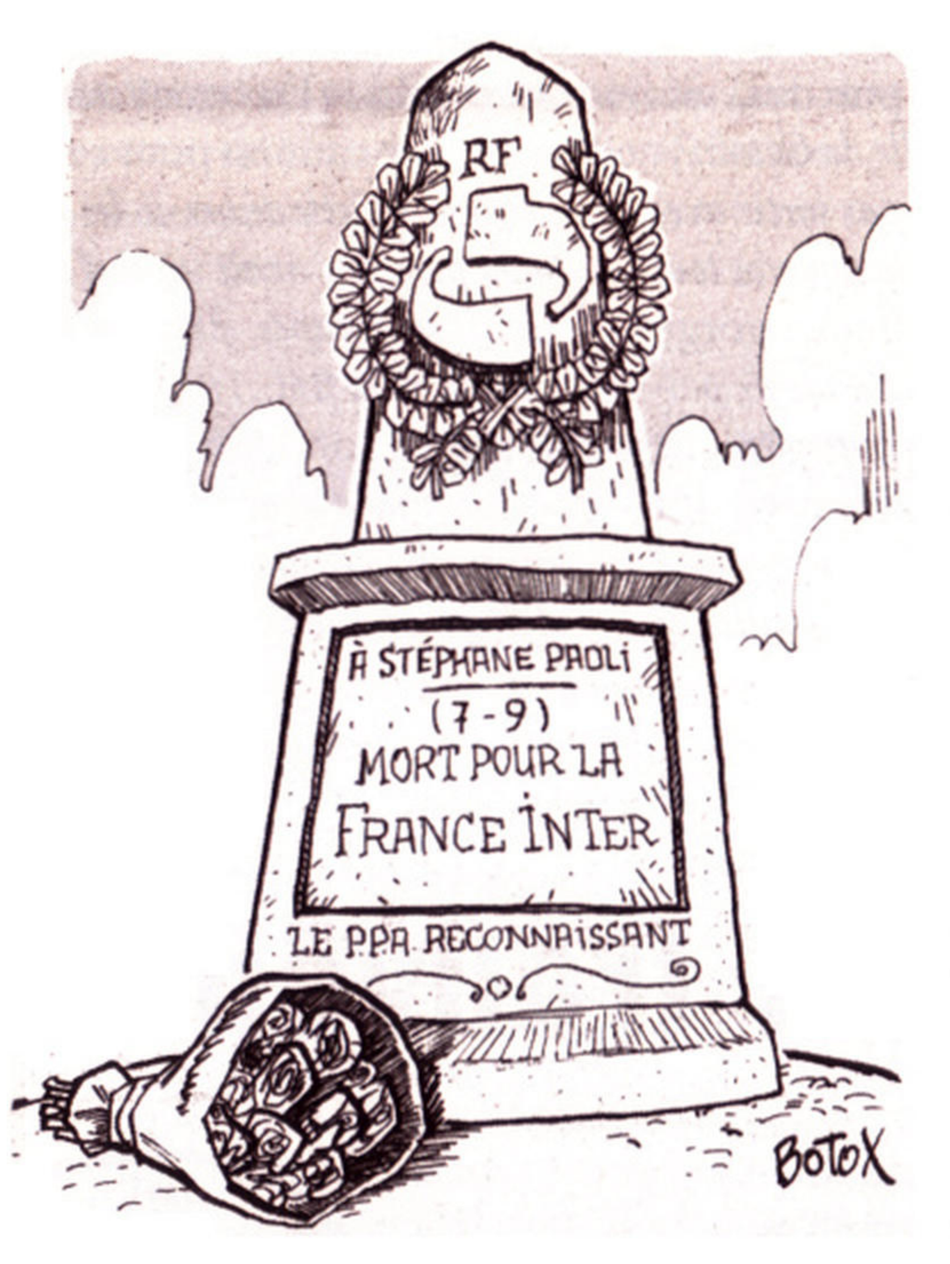
Au cours de l'été, les interventions se multiplient : 12, 14, 17, 24 juillet, 3, 7 et 18 août, tantôt pour rappeler à l'animateur que son invité Thierry Saussez, présenté comme « directeur de l'agence Image et stratégie », conseille personnellement Nicolas Sarkozy, tantôt pour informer les auditeurs des liens qui unissent le faux impertinent Karl Zéro et le milliardaire François Pinault.

À la fin du mois d'août, France Inter décrète la mobilisation générale. Un document interne intitulé « Principes d'antenne[2] » fixe les règles du « jeu démocratique » à l'occasion de la grille de rentrée : *« N'importe qui ne peut pas dire n'importe quoi sur l'antenne de France Inter : notre travail consiste aussi à ne pas laisser la parole à ceux qui trichent et qui utilisent l'antenne de France Inter en détournant le sujet de l'émission ou pour défendre des intérêts privés ou personnels. Ceux-là se verront immédiatement interrompus dans leur propos et coupés/retirés de l'antenne. »* Et de conclure par cette exhortation poignante : *« Respectons les auditeurs. Faisons respecter l'antenne de France Inter. »*

Requiem pour Demorand

Peine perdue ! Au moment précis où les chefs de France Inter achèvent de creuser des tranchées autour de la radio publique financée par l'impôt, Bernard compose le 01 45 24 70 00. Ce 25 août, « Le téléphone sonne » s'intéresse au « Stress » : *« Je suis DRH dans une entreprise,* explique Bernard. *J'ai remarqué que le stress disparaît dès que les gens savent exactement ce qu'ils ont à faire, et le stress réapparaît dès que les gens sont en situation d'incertitude. J'aimerais donc faire connaître cette information. »* Ces formules magiques ont endormi les sentinelles, et l'animateur Philippe Reltien lance : *« Bernard, dans l'Ardèche, posez votre question ! »*

– Oui, bonjour à tous ! Dites, il y a une forme de stress permanent, c'est les accidents mortels au travail. Ainsi, en 2001, il y a eu 700 accidents, 730 accidents du travail mortels, auxquels il faut ajouter 650 accidents mortels de trajet. Donc, plutôt que d'avoir des discussions pour rationaliser les formes d'exploitation, est-ce qu'un jour France Inter aura le courage d'aborder les accidents du travail mortels comme sujet de discussion ? »



Dix jours plus tard, Nicolas Demorand étrenne ses galons de camelot matinal sur France Inter. Son objectif du jour : assurer une promotion maximale au dernier livre de l'« économiste » Daniel Cohen, une photocopie ratée de Jean-Marc Sylvestre. Pour composer sa question leurre, Rémy se coule dans le cerveau de Demorand : *« Est-ce que, pour rendre l'État plus efficace, il ne faut pas mettre en place des agences, des administrations gérées comme des entreprises pour responsabiliser et motiver les fonctionnaires ? »* demande-t-il au standard.

Demorand : *« Rémy nous appelle de Paris. Bonjour, Rémy, c'est à vous !*

– Oui, bonjour. Bravo, Nicolas Demorand pour la magnifique laisse d'or que vous a décernée le journal Le Plan B *pour votre campagne frénétique en faveur du oui à la Constitution européenne…*

– [Demorand coupe Rémy] *Voilà ! Ça, c'est mon bizutage au lendemain de la rentrée des classes. Rémy, est-ce que vous avez une question à poser à Daniel Cohen ? Ou est-ce que vous voulez continuer à éditorialiser comme ça, parce qu'il faut s'avancer démasqué quand on est dans une démocratie. »*

Dans une démocratie, le droit d'expression n'est pas subordonné au bon vouloir de Nicolas Demorand. Il ne se mendie pas, il se prend.

Bonjour. Votre question est sujette à caution. Une Brigade de Contrôle Démocratique sera chez vous dans les plus brefs délais. Merci de bien vouloir rester en ligne. Bonjour. Votre question est

1 Les « ménages » : prestations tarifées pour des institutions ou des grandes entreprises qui permettent aux journalistes d'arrondir leurs fins de mois. Admirez à ce sujet notre sublime vitrine universitaire Acrimed : www.acrimed.org/article2139.html.

2 Il est aussitôt envoyé au *Plan B* par notre agent infiltré Brigitte J.

✱ Savigneau pas si bête

Dans le livre d'Éric Naulleau *Petit-déjeuner chez Tyrannie* (Éd. La Fosse aux ours, 2003, p. 74), l'ancienne tsarine du *Monde des livres* Josyane Savigneau a qualifié le journaliste Sylvain Bourmeau, identifié par ses initiales *« S.B »*, de *« parfait crétin »*. Les jugements lapidaires ne sont pas toujours les plus faux.

✱ Pas de ça chez nous !

Le Monde (28.11.06) se félicite qu'un rapport de l'OCDE prône le développement des médias indépendants en Russie. Mais il déplore : *« Le vœu semblera bien pieux à ceux qui se souviennent que Gazprom, présidé par le vice-Premier ministre Dmitri Medvedev, contrôle la chaîne de télévision NTV, la radio Échos de Moscou et les quotidiens* Izvetsia, Komsomolskaya Pravda *et* Kommersant. *»* Que Lagardère, intime du vice-Premier ministre Sarkozy, contrôle 17 % du *Monde*, 25 % du *Parisien*, 100 % d'Europe 1 et la moitié des magazines français ne pose en revanche aucun problème.

L'école des mouchards

Les 20 et 21 septembre avait lieu à Paris une formation à la *« cybersurveillance des salariés »*. Pour 1 500 euros hors taxes, des décideurs apprenaient à épier leur personnel *« en toute licéité »*, c'est-à-dire en chahutant le Code du travail sans se faire prendre. Animée par un avocat, cette formation était délivrée par Édition Formation Entreprise (EFE), une société cotée en Bourse. Outre le mouchardage, EFE excelle dans deux domaines : la carambouille fiscale et la puériculture journalistique. La première incombe à sa filiale Grande-Armée Conseil, qui *« propose aux entreprises une réduction de leurs impôts, taxes et cotisations sociales »*. La seconde est l'affaire du Centre de formation des journalistes (CFJ), qu'EFE a racheté en 2003. La « prestigieuse » pouponnière du Parti de la presse et de l'argent venait de déposer le bilan après avoir allaité PPDA, Guetta, Giesbert et Joffrin. Tout en supprimant la moitié des postes et en augmentant de 50 % les frais de scolarité (à 3 000 euros par an), le nouveau propriétaire a remis les biberons au chaud : le CFJ propose désormais aux *« élus, managers et cadres dirigeants »* des stages *« Stratégie et plan de communication efficaces »*, *« Établir une relation de confiance avec le marché »*, *« Réussir sa communication financière »*, *« Accroître la performance du management »*, etc. Autant de formations dérivées du savoir-faire journalistique.



TRAGÉDIE BATAVE

Quand ils votent plus à gauche, les Pays-Bas cessent de fasciner les journalistes

En mai 2002, le Parti de la presse et de l'argent (PPA) se précipitait sur les Pays-Bas pour « analyser » la percée significative d'un parti d'extrême droite, le LPF (Liste Pim Fortyun), qui venait de placer 26 députés au Parlement local. Après l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle française, l'occasion était trop belle d'étaler des titres alléchants tels que « Enquête sur l'Europe des populismes » (*Le Monde*, 25.5.02), « Européens, salariés et d'extrême droite » (*Libération*, 27.5.02) ou « La montée du populisme » (*Le Point*, 7.6.02). Quatre ans plus tard, les élections législatives marquent une forte avancée de la gauche anti-européenne (SP) : la formation hostile au libéralisme économique recueille 16,6 % des suffrages et place 26 députés à l'Assemblée, contre 32 sièges aux travaillistes sociaux-libéraux et 9 à l'extrême droite. Mais, cette fois, le scrutin batave n'enthousiasme plus le PPA. *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération* ne lui consacrent en tout et pour tout que 5 articles. Contre 37 à la Liste Pim Fortyun quatre ans auparavant (voir tableau ci-dessous).

Le fantôme de Serge July

Pourtant après les « non » français et néerlandais de 2005 au traité de Constitution européenne (TCE), le score des antilibéraux aurait dû déchaîner une tempête d'« Enquêtes sur l'Europe de gauche » décrivant ces « Européens, salariés et d'extrême gauche » qui incarnent « Une montée de la colère contre les patrons ». Mais, à l'immense surprise du *Plan B*, *Le Monde* (24.11.06) titrait : *« Aux Pays-Bas, percée des antilibéraux et d'un parti anti-immigrés »*, alors que le second réalisait un score trois fois inférieur à celui des premiers. Le même jour, l'*International Herald Tribune* (23.11.06) titrait d'ailleurs à la Une *« L'élection hollandaise pourrait annoncer un important basculement à gauche »*. De son côté, *Libération* éprouvait la nécessité d'infliger aux antilibéraux bataves le sort que Serge July avait réservé le 30 mai 2005 aux partisans français du « non » au TCE. En l'absence de July, exilé par son actionnaire sur la radio des Grosses Têtes (RTL), le quotidien de Rothschild confiait l'« Analyse de la montée des extrêmes aux Pays-Bas » à un singe savant néerlandais : *« Cette gauche conservatrice incorpore beaucoup d'éléments de la droite populiste*, couinait-il. *Le SP est anti-européen, il défend le nationalisme culturel et se montre protectionniste à l'encontre du "plombier polonais". [...] Les deux extrêmes se rejoignent. Comme en France, les voix circulent entre le populisme de droite et celui de gauche »* (24.11.06). Le retour de Laurent Joffrin à *Libération* s'annonçait sous les meilleurs auspices.

Nombre d'articles	Liste SP (novembre 2006)	Liste Pim Fortyun (mai 2002)
Le Monde	1	18
Libération	3	11
Le Figaro	1	8

L'information sociale congelée

S'il se révèle suffisamment crapoteux pour délecter les rédactions parisiennes, un seul fait divers peut éclipser l'information économique et sociale. Illustration.

	Suspension par la justice d'un plan de licenciement de 322 salariés (Nextiraone, ex-Alcatel). 5.10.06	Accident du travail dans un immeuble en démolition à Lyon, un ouvrier tué, trois blessés. 13.10.06	Condamnation d'un dirigeant du BTP à six mois de prison avec sursis pour l'agression de deux inspecteurs du travail. 13.10.06	Le groupe canadien Quebecor ferme son imprimerie de Lille (230 licenciements) après avoir fermé en juin son imprimerie de Strasbourg (176 licenciements). 13.10.06 et 22.6.06	Procès en appel de GDF dans l'explosion au gaz d'un immeuble à Dijon le 4 décembre 1999, faisant onze morts. 6-9.11.06	**Total des cinq informations économiques et sociales**	Découverte de deux bébés dans le congélateur d'un couple de français à Séoul en Corée du Sud, puis d'un troisième dans un jardin français (mi-août à fin octobre 2006).
Le Monde	Rien	Rien	Rien	Rien	Rien	**Rien**	8 articles, 4 brèves, 4 618 mots
Le Figaro	1 brève, 95 mots	1 brève, 80 mots	Rien	1 brève, 146 mots	Rien	**3 brèves, 321 mots**	22 articles, 12 brèves, 12 628 mots
Libération	Rien	Rien	Rien	1 brève, 36 mots	Rien	**1 brève, 36 mots**	9 articles, 3 brèves, 5 850 mots
Aujourd'hui	Rien	1 article, 256 mots	1 brève, 99 mots	Rien	Rien	**1 article, 1 brève, 355 mots**	20 articles, 12 brèves, 9 464 mots
Total	**1 brève, 95 mots**	**1 article, 1 brève, 336 mots**	**1 brève, 99 mots**	**2 brèves, 182 mots**	**Rien**	**1 article, 5 brèves, 712 mots**	**59 articles, 31 brèves, 32 560 mots**



EN HAUSSE :

Le Plan B. Réalisée pour le ministère de l'Intérieur par le Cevipof (Sciences-Po), une enquête d'opinion rendue publique en novembre inquiète les patrons de presse amis de Nicolas Sarkozy. À la question : *« En France, estimez-vous que les institutions suivantes ont trop de pouvoir ? »*, les personnes interrogées placent en tête *« les médias »* (62 %). Seuls 16 % estiment au contraire qu'ils n'ont *« pas assez de pouvoir »*. Vous n'avez pas entendu parler de ce sondage dans la presse ? *Le Plan B* est là pour y remédier…

Le sexe d'Éric Zemmour. La libido dévorante de Zemmour, auteur du libelle antiféministe *Le Premier Sexe* et journaliste au *Figaro*, compense le déclin général de la virilité depuis que certains hommes (ou presque…) acceptent de faire la vaisselle alors que les femmes servent à ça. Pendant que la sienne cire le parquet, Zemmour s'excite dans les colonnes de *Télérama* (27.9.06) : *« Quand je vais à la télé, je vais aux putes, et j'assume… Et en plus, ça fait vendre mes livres ! »*

STABLE : La nullité des journalistes.

Le Figaro des 28-29 octobre 2006 absout l'Otan par ce titre :



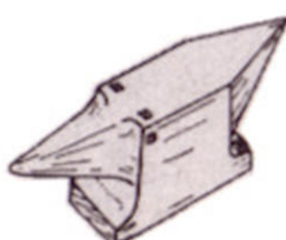
L'Otan tue des civils par erreur en Afghanistan

Le 4 mai 1999, *Libération* titrait déjà :

KOSOVO

L'Otan tue par erreur

EN BAISSE :



Jean-Marie Colombani. Dans sa chronique hebdomadaire plantureusement rétribuée par *Challenges* (26.10.06), le patron du *Monde* affirme : *« Il se passe quelque chose aux États-Unis : après plus d'un quart de siècle de suprématie républicaine dans les deux Chambres du Congrès, les élections de mi-mandat, le 7 novembre, pourraient bien marquer le retour des démocrates. »* « Plus d'un quart de siècle » ? Les démocrates ont contrôlé la Chambre des représentants sans interruption de 1955 à 1995 ; ils ont été majoritaires au Sénat de 1987 à 1995, puis à nouveau de mai 2001 à janvier 2003. Occupé à compter ses euros chéris, Colombani n'a pas ouvert un journal depuis un quart de siècle.

Le Nouvel Observateur. Attaquant Laurent Fabius, le magazine alors dirigé par Laurent Joffrin explique (2.11.06) : *« Cramponné au projet socialiste comme un syndicaliste au Code du travail, le député de Seine-Maritime a déroulé sans surprise son argumentaire. Pouvoir d'achat, nationalisations, services publics… Ça sent la fédé ouvrière et le cambouis sous les ongles. »* Le journaliste voulait écrire : « les ouvriers qui puent » mais Joffrin lui a rappelé qu'il travaillait dans un journal de gauche.

Dominique Reynié. Le conseiller de la fondation mise en place par l'UMP, qui a assimilé les partisans du « non » au référendum à des fascistes, est interrogé le samedi 4 novembre par *Marianne* sur le populisme. Jeudi 9 novembre, il a répondu aux questions du *Financial Times* sur Le Pen. Le même jour, dans *Le Point*, Reynié analysait le discours de Bayrou. Le 12 novembre, il commente les primaires socialistes pour le JT de 20 heures de France 2. Quelques heures plus tard, il analysait les propos de Michèle Aliot-Marie dans l'émission de son amie Ockrent sur France 3. Mais Reynié est furieux : rien dans la presse le mardi 7 novembre. Il avait pourtant préparé un topo sur le chikungunya.

François Rebsamen, directeur de campagne de Ségolène Royal, expose ses problèmes d'insomnie au *Parisien* (21.10.06) : *« L'insécurité dans les quartiers, ça peut m'empêcher de dormir. Il existe là des jeunes qui sont des vrais barbares, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas de civilisation. »*

Guillaume Durand. Injustement soupçonné de manquer de talent (autre que celui de jouer au tennis avec Pascal Bruckner), l'animateur manque simplement de mémoire. Condamné le 12 octobre 2006 par la cour d'appel de Paris pour avoir oublié de déclarer la modeste somme de 480 000 euros versée par Canal Plus au moment de son éviction de la chaîne, Durand devait déjà 1,8 million d'euros au fisc pour une précédente affaire.

AU FOND DU TROU :

Jean Daniel. Dans son dernier livre, Édith Cresson dévoile ce mot de François Mitterrand à qui on demandait pourquoi il emmenait si souvent Jean Daniel dans ses voyages (cité par *Le Journal du dimanche*, 5.11.06) : *« Que voulez-vous, a-t-il répondu avec un geste las, je n'y peux rien. Il se met à chaque fois sous les roues de l'avion. Si on ne l'embarquait pas, on risquerait de l'écraser. »*



pont aux ânes

« Le new PS de Ségolène »

Serge July, groupie de Ségolène, ou la victoire de la pensée zéro.

Édito de Serge July sur le site Internet de RTL, 17 novembre 2006 (1) :

« […] Ségolène Royal au pas de charge a bousculé tout sur son passage, les éléphants, les courants et l'orthodoxie. Elle n'a pas été désignée au terme de manœuvres byzantines comme ce fut souvent la tradition, elle a été plébiscitée par les militants socialistes. Les quelques faux pas qu'elle a pu commettre n'ont pas pesé dans la bataille, comme s'ils rassuraient *in fine* ses partisans (2).

L'ampleur de la victoire est un tournant historique pour le Parti socialiste (3). La victoire de cette mère, souvent souriante et à la détermination d'acier, marque la fin du parti d'Épinay (4). […]

C'est à la naissance d'un nouveau Parti socialiste que nous assistons : Ségolène Royal la démocrate et Dominique Strauss-Kahn le social-démocrate font plus de 80 % des votants (5). Cette campagne aura transformé le parti de fond en comble. C'est en transgressant de nombreux tabous socialistes qu'elle s'est imposée : elle en a fait une méthode de communication, mais aussi un système de pensée *[sic]*, et une manière de réinventer le Parti socialiste (6).

Les opposants du Parti socialiste, surtout au centre et à droite, utilisent comme une scie le thème de l'immobilisme et de l'archaïsme du PS. Ils évoquent volontiers l'exemple allemand, avec le fameux congrès de Bad Godesberg qui avait marqué la rupture du SPD avec le marxisme, ou la prise du Parti travailliste par Tony Blair et la fondation du New Labour (7). Ils ne pourront plus le dire : pour le Parti socialiste français, c'est fait (8).

[…] La prochaine élection présidentielle prend forme : ce sera elle aussi celle d'un profond et général renouvellement (9). »

9

Renouvellement ? La quête du Bad Godesberg est relancée en juin 2006. Jacques Julliard estime que la popularité de Ségolène Royal annonce enfin le *« Bad Godesberg à la française […] que tant de gens, à gauche, réclament à cor et à cri. […] La politique est en train de s'évader de ce que l'on nommait jadis le cerveau reptilien pour gagner les zones consacrées aux fonctions supérieures »* (*Nouvel Observateur*, 8.6.06). Le sociologue moustachu Michel Wieviorka réplique dans *Le Figaro* qu'en raison du soutien apporté à Royal par l'ex-trotskiste Julien Dray *« le socialisme français a peu de chances de faire son Bad Godesberg »* (24.11.06).

8

« Ils ne pourront plus le dire » ? Bien sûr que si ! En dépit des proclamations du PS, les éditorialistes continuent de s'étriper pour savoir si les socialistes français ont accompli ou non leur Bad Godesberg. Alain Minc estime que, grâce à François Mitterrand, *« les socialistes se sont livrés à un Bad Godesberg rampant »* (*Le Fracas du monde*, Seuil, 2002, p. 140). Mais, pour le politiste Philippe Raynaud, *« il manque un vrai Bad Godesberg de la social-démocratie française »* (*Le Figaro littéraire*, 14.9.06). Quand un référendum interne du PS entérine le soutien au projet de Constitution européenne, *Le Monde* et Edwy Plenel croient venu le moment d'exulter : *« Finies les parenthèses et les timidités : le PS s'est converti à la social-démocratie »* (3.12.04). Claude Imbert accueille cette *« bonne nouvelle »* avec circonspection : *« Aussi bien le PS ne répudie-t-il pas son courant archaïque (comme les socialistes allemands le firent en 1959 à Bad Godesberg), mais il vient tout de même de le mettre en minorité à la face de tous »* (*Le Point*, 9.12.04). Las ! À mesure qu'enfle la vague du « non », le roquet rockeur oui-ouiste Sylvain Bourmeau tire sur sa laisse : *« Le PS n'a pas fait son Bad Godesberg »* (*Les Inrockuptibles*, 18.5.05). Le 29 mai à 20 heures, Sylvain et son disciple Demorand interrompent leur régime minceur en signe de protestation contre « la France moisie ».

1

Renvoyé de *Libération* par Édouard de Rothschild, Serge July réalise un rêve d'enfant : finir ses jours sur RTL entouré de jeunes premiers tels Philippe Bouvard, Alain Duhamel, Jean-Pierre Foucault, Franz-Olivier Giesbert, Julien Courbet et Florence Aubenas. Mais, avec trois minutes d'activité par semaine, il s'ennuyait. La direction de la station l'a alors encouragé à concentrer dans un éditorial quotidien publié sur le site « RTL-Présidentielle 2007 » les lieux communs du commentaire politique (www.rtl2007.fr). En voici un spécimen.

2

Cette phrase ne veut rien dire. Pourquoi les faux pas d'une candidate devraient-ils rassurer ses partisans ?

3

Le métier d'éditorialiste impose d'exagérer la part de l'inédit et de scénariser le cours des événements comme une enfilade de suspenses à rebondissements susceptibles d'accroître l'audience des médias. Tenue dès juin pour une certitude, la désignation comme candidate à l'Elysée d'une énarque insérée au sérail politique en 1982 acquiert sous la plume de July la portée d'un *« tournant historique »*.

4

Ce doit être la cinquième ou la sixième « fin du parti d'Épinay » depuis le congrès d'Épinay du Parti socialiste (1971), lequel déboucha sur un programme commun de gouvernement avec le Parti communiste qui prévoyait des nationalisations massives et la « rupture avec le capitalisme »... Première « fin du parti d'Épinay » en 1977, et deuxième en 1984, quand l'union de la gauche est rompue. En 1990, avec le congrès de Rennes qui oppose entre eux deux leaders du sous-courant mitterrandiste de la majorité d'Epinay (Jospin et Fabius), chacun ânonne à nouveau que c'est la « fin du parti d'Épinay ». Trois ans plus tard, Jean-Pierre Chevènement, un des piliers du « parti d'Épinay », quitte le PS, estimant que la guerre du Golfe (1991) et Maastricht (1992) ont marqué la « fin du parti d'Épinay ». En 1995, Lionel Jospin et Henri Emmanuelli, membres de la majorité d'Épinay de 1971, s'affrontent lors de primaires socialistes – car il y en a déjà eu ! – pour être candidats à l'élection présidentielle : nouvelle « fin du parti d'Épinay », etc.

5

Nouveau ? Alors que Royal et Strauss-Kahn promettent d'écarter du Parti socialiste la tentation du socialisme, ce péril est écarté depuis longtemps. Trois mois avant l'élection présidentielle de 2002, Ernest-Antoine Seillière se félicitait déjà de ce qu'*« une partie de la gauche actuellement est en train de s'intéresser aux idées du Medef, par exemple la gauche qui se veut plus moderne »*. Le patron du Medef louangeait alors Fabius et DSK, qui *« sont convertis à la modernité, comme le risque, les fonds de pension. Tout cela nous fait plaisir »*.

COLLOGHAN

6

Le disque rayé des « tabous socialistes » à détruire afin de « réinventer » la gauche tourne depuis trente ans. Philippe Val dans *Charlie Hebdo*, Jacques Attali dans *L'Express*, Jean-Marie Colombani dans *Le Monde*, les frères siamois Nicolas Demorand et Sylvain Bourmeau sur France Inter et sur France Culture, Elkabbach sur Europe 1..., tous auraient pu dire ou écrire ce qui suit à propos de Ségolène Royal : *« Briseuse d'idoles, tabous et autres totems qui étouffent le discours progressiste* [...], *elle liquide les résidus de conformisme marxiste qui n'en finissent pas de coller à la soi-disant gauche de la gauche ; elle finit de nous réconcilier avec le marché ; elle invente un blairisme à la française où le mot même de libéralisme cesserait d'être une insulte et un gros mot ; bref, elle modernise »*. Écrivant depuis son palais de Marrakech *(lire page 7)*, BHL leur a brûlé la politesse dans *Le Point* (23.11.06).

7

Le PS n'a cessé de dire – et de prouver – qu'il avait fait son « Bad Godesberg », et renoncé au marxisme comme ses voisins allemands ou britanniques. Au congrès de Toulouse d'octobre 1985, Jacques Huntzinger clame à la tribune : *« Nous avons fait notre Bad Godesberg. C'était Épinay »* [en juin 1971]. En 1990, Henri Emmanuelli explique : *« Nous avons fait notre Bad Godesberg. Nous l'avons fait le 23 mars 1983 à 11 heures du matin. Le jour où* [...] *nous avons choisi une économie de marché »* (France Inter, 9.2.90). Pour Chevènement, le Bad Godesberg du PS n'est survenu ni en juin 1971 ni en mars 1983, mais le 15 décembre 1991, lors du congrès de la Défense, qui transforma *« la notion de "complexité" »* en colonne vertébrale du projet socialiste : *« Certains, aujourd'hui, réclament encore par habitude un "Bad Godesberg à la française". Ils ne se sont pas aperçus que c'est ce jour-là qu'il a été réalisé. Ce retournement théorique coïncida, à cinq jours près, avec la signature du traité de Maastricht. »* (Jean-Pierre Chevènement, *Défis républicains*, Fayard, 2004, p. 255). Malgré les exploits de la gauche plurielle – capable de privatiser davantage que Balladur et Juppé réunis –, François Fillon regrettait encore en 2000 que le PS n'ait *« pas officiellement procédé à son Bad Godesberg »* (*Libération*, 7.3.00).



♥♥♥♥♥♥♥♥♥ La rubrique de l'amour ♥♥♥♥♥♥♥♥♥

♥ **21 octobre.** Sur France 2, Philippe Tesson complimente Claire Chazal, invitée comme lui à l'émission « On n'est pas couchés » : *« Elle a une formidable détermination, une formidable résolution,* [...] *une passion extraordinaire, un feu, un... »* Et la possibilité de promouvoir sur TF1 le prochain livre de Tesson.

♥ **28 octobre.** Dans *Marianne*, la bande dessinée *La Face karchée de Sarkozy*, que Philippe Cohen (collaborateur de *Marianne*) a coécrite, est annoncée en Une et jouit d'une critique élogieuse du directeur de la rédaction de *Marianne*. Un bonheur ne venant jamais seul, les coauteurs de la BD, Richard Malka et Riss, respectivement avocat et dessinateur à *Charlie Hebdo*, bénéficiant du même traitement trois jours plus tôt dans *Charlie Hebdo*.

♥ **1er novembre.** Philippe Val juge crucial d'adjoindre à son éditorial de *Charlie Hebdo* cette *« précision »* : *« C'est le vendredi à 17 h 50 que vous pouvez retrouver Philippe Val dans l'émission de José Arthur "Inoxydable". »*

♥ **4 novembre.** Jean-Marie Colombani, directeur du *Monde*, invite à son émission « La rumeur du Monde » (France Culture) Pierre Rosanvallon, éditorialiste associé au *Monde*.

♥ **13 novembre.** Sur son blog (www.bigbangblog), Daniel Schneidermann, chroniqueur à *Libération*, louange son futur patron qui s'apprête à licencier 80 salariés : *« Cette candidature Joffrin est, à mon sens, une excellente nouvelle pour le journal, la première depuis longtemps.* [...] *Je sais qu'il* [la marionnette d'Édouard de Rothschild] *aime le journalisme, qu'il aime ce journal, et il a prouvé qu'il savait diriger des rédactions. »* Le 6 mai 1999, Laurent Joffrin avait célébré dans *Le Nouvel Observateur* l'essai *« dense et élégant »* écrit par Schneidermann contre Bourdieu qualifié de *« lourdingue »*.

♥ **14 novembre.** Sur RTL (« On refait le monde »), Philippe Val exprime le bonheur que lui inspire la nomination de son ami Laurent Joffrin comme PDG de *Libération* : *« C'était un bon journal quand Laurent le dirigeait. »* Puis il rend hommage à son *« copain Jean-Luc Hees* [qui] *vient de faire un bouquin sur la Maison-Blanche »*. *« C'est vraiment instructif »*, ajoute-t-il. Le livre est d'une effrayante bêtise.

♥ **23 novembre.** Voiturier d'Édouard Balladur en 1993-1995, Alain Duhamel retrouve ses réflexes dans *Le Point* en abaissant le marchepied à son ex-doudou : *« Les esprits superficiels se le figurent conformiste et conservateur. Rien n'est plus faux : au-delà de son style châtié et de sa causticité suave, l'ancien Premier ministre est au contraire un non-conformiste authentique, un homme libre qui ne se laisse entraver ni par les rites, ni par les tabous, ni par les révérences idéologiques protocolaires. »*

♥ **24 novembre.** Sur LCI, Jacques Julliard, directeur délégué du *Nouvel Observateur*, recommande la lecture d'un ouvrage sur *« le refus de l'air du temps »*, écrit par Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*.

♥ **26 novembre.** « Chez Fog » (France 5), Jacques Attali, socialiste nomade qui habite Neuilly, annonce : *« Je suis très ami avec Nicolas Sarkozy et je suis sûr que ce serait un excellent président. »*

♥ **30 novembre.** Servant la soupe à Nicolas Sarkozy sur France 2 en compagnie d'Élie Cohen et d'Alain Duhamel, Arlette Chabot presse le ministre de la Police d'accélérer le rythme, *« sinon, on va passer la nuit ensemble, ce qui n'est pas forcément désagréable »*. Sarkozy : *« Arlette Chabot, c'est un projet que je ne formais pas au début de l'émission. »* Le 19 octobre, Chabot avait embrassé le ministre du Budget, Jean-François Copé, à la fin de « À vous de juger ».

♥ **3 décembre.** Dans le dernier livre de Michel Rocard, *Si la gauche savait* (Robert Laffont, 2005), *Le Plan B* savoure ces lignes : *« J'aime Jean* [Daniel] *d'une profonde amitié mais mon complice depuis les années 1950 était et reste Jacques Julliard.* [...] *Et Furet, disparu trop tôt ; un merveilleux ami, un intello mais bon vivant, adorant les bons vins et excellent joueur de tennis. »*

Par ici la bonne soupe

Retour sur la privatisation de GDF

Comment la destruction de Gaz de France, contestée par la plupart des partis, des parlementaires et des usagers, a été adoptée par le Parlement pour combler des industriels.



En juillet 2004, le premier actionnaire de Suez, Albert Frère, convoque dans sa villa de Saint-Tropez le PDG de la multinationale, Gérard Mestrallet. Il lui remet sa feuille de route : s'emparer de Gaz de France (GDF), dont le gouvernement Raffarin prépare la privatisation partielle pour l'année suivante. Le service public est introduit en Bourse deux mois après le « non » français au référendum sur la Constitution européenne. Sitôt l'opération achevée, raconte le PDG de GDF, Jean-François Cirelli, *« les banquiers d'affaires ont rappliqué »*. Ces muses lui expliquent qu'*« une seule alliance* [...] *a vraiment du sens, c'est avec Suez »* (*Le Monde*, 4.3.06). Cirelli acquiesce. Mais, quand des députés manifestent leur hostilité à la privatisation, il tape du poing : *« Gaz de France souhaite que l'on cesse de faire sa stratégie à sa place[1]. »* À ce moment, l'État contrôle encore 80 % du capital de GDF ; plutôt que de muter le haut fonctionnaire Cirelli au service « surveillance des gazoducs » en Sibérie, la représentation nationale s'aplatit.

Adoptée à l'Assemblée en première lecture le 3 octobre 2006 en vue de la fusion du gazier avec la multinationale Suez, la privatisation de Gaz de France constitue un cas d'école. Le PS, le PCF, l'UDF, les Verts et une partie de l'UMP s'y opposent ; les syndicats et les associations de consommateurs aussi. Enfin, une batterie de sondages indique que trois Français sur quatre refusent le démantèlement du service public[2]. C'est pourtant la volonté des banquiers d'affaires qui l'emportera. Grâce à l'OPA hostile opportunément lancée le 22 février 2006 par le groupe italien Enel contre Suez, les actionnaires persuadent les pouvoirs publics de la nécessité d'agir rapidement. La mise en scène médiatique[3] de ce Monopoly financier dont les joueurs se nomment Jean Peyrelevade ou Alain Minc offre au gouvernement le prétexte à sa forfaiture. Le 28 juin 2006, le Conseil des ministres entérine le projet de loi.

C'est idiot, donc on vote

À l'Assemblée nationale, les parlementaires jouent un spectacle burlesque, multipliant les arguments contre un texte qu'ils voteront, ou laisseront voter, quelques semaines plus tard. Pendant que les journalistes batifolent à la buvette, *Le Plan B* assiste aux débats en séance et en commission. Jean-Claude Lenoir, rapporteur UMP de la loi permettant la privatisation de GDF, admet que *« les entreprises ayant changé de fournisseur s'en mordent aujourd'hui les doigts »* (8.9.06). Pierre Lellouche, député sarkozyste s'énerve : *« Pourquoi avoir fait divorcer Gaz de France d'EDF il y a deux ans pour le marier maintenant avec Suez[4] ? »* ; plus tard, il admettra que la fusion *« ne préserv*[era] *pas GDF d'une OPA hostile »* des Russes[5] ; puis il votera le projet. *« Cela fait presque vingt ans que le patronat veut mettre la main sur la cagnotte d'EDF-GDF »*, résume le député PS Christian Bataille.

Pendant que Daniel Paul (PC) conduit la charge antiprivatisation, François Brottes (PS) dénonce le *« lobbying sans précédent* [effectué] *auprès des parlementaires et des chroniqueurs patentés de l'économie officielle »* (7.10.06). N'ayant rien négligé, Suez a même invité un bataillon de parlementaires à la finale de la Coupe du monde de football à Berlin (*Les Échos*, 12.7.06). De leur côté, les administrateurs salariés CGT de GDF se contentent de stimuler l'esprit des parlementaires qui les auditionnent : *« La fusion*, analysent-ils, *ne permettra pas au nouveau groupe de peser sur les prix d'achat du gaz, car dans ce domaine les contrats sont systématiquement conclus dans un cadre diplomatique, d'État à État. »* D'où l'avantage de maintenir un pôle public fort, capable de rivaliser avec l'algérien Sonatrach ou le russe Gazprom, principaux fournisseurs de l'Europe en gaz.



Aussi les syndicats proposent-ils de réunir EDF et GDF. Les banquiers objectent aussitôt que les contreparties exigées par la Commission européenne désosseraient le géant ainsi créé. Mais les syndicalistes ont anticipé le coup. Ils brandissent une étude sur la faisabilité juridique de leur projet réalisée par le cabinet d'avocats Levy-Gosselin. Ce rapport, passé sous silence par une presse inondée de publicité en faveur de la fusion Suez-GDF, conclut que, *« n'étant pas de dimension communautaire, l'opération échapperait donc en principe à un contrôle des autorités communautaires de la concurrence, lesquelles ne pourraient par conséquent soumettre la fusion à aucune contrepartie »*. En revanche, la fusion GDF-Suez implique d'énormes cessions d'actifs, la destitution d'une partie des infrastructures de transport, etc.

Chèque en blanc

Qu'importe la raison : effrayés par l'accusation médiatique d'obstruction parlementaire[6], les députés socialistes capitulent fin septembre. En votant la privatisation, l'Assemblée signe un chèque en blanc aux actionnaires de Suez. À ce moment, GDF est en effet censé leur verser sous forme de dividendes une somme – à négocier – comprise entre 1,2 et 6 milliards d'euros. Sachant que l'ex-groupe public fut entièrement financé par le contribuable, chaque ménage français aurait alors offert entre 47 et 233 euros aux nouveaux propiétaires du groupe privé. Sans compter les 3 milliards de dette d'impôts rayés d'un coup de crayon par le gouvernement en guise de cadeau de bienvenue : 116 euros supplémentaires par ménage. Et ce n'est pas tout : *« Demain, lors du conseil d'administration de* [GDF-Suez], *les actionnaires auront la possibilité* [...] *de fixer les prix, donc de prendre dans la poche des ménages français de façon illimitée »*, notait Henri Emmanuelli[7] (PS). D'ailleurs, dans sa lettre de griefs adressée le 18 août 2006 aux directions de Suez et de Gaz de France, la Commission européenne *« considère que les prix réglementés en vigueur se caractérisent par un niveau inférieur au prix du marché et qu'ils empêchent de ce fait l'entrée des concurrents sur le marché »* (cité dans *L'Humanité*, 7.9.06). Ces prix réglementés, Gérard Mestrallet avait scellé leur sort avant même que le Conseil constitutionnel ne les censure : *« Je suis pour leur suppression au 1er juillet 2007[8]. »* Date à laquelle les groupes privés pourront démarcher les particuliers. La saga de GDF, c'est le libéralisme en raccourci : en théorie, la concurrence fait baisser les prix ; en pratique il impose d'augmenter les prix pour faciliter la concurrence. En France, les factures de gaz ont déjà grimpé de 25 % pour les PME et de 16,7 à 23,5 % pour les HLM[9]. Mais Albert Frère devra attendre un peu avant d'acheter une nouvelle villa à Saint-Tropez.

La fusion trépasse, les chiens aboient

Dans la nuit du 21 au 22 novembre, un jugement de la Cour d'appel de Paris favorable aux syndicats décale de plusieurs mois le calendrier de la fusion GDF-Suez. Le lendemain, Jean-Yves Hollinger commente cette « *catastrophe* » sur RTL : « *Quand les politiques veulent jouer les chefs d'entreprise, ce n'est jamais très bon* » (23.11.06) Sur France Culture, « l'économiste » Olivier Pastré dénonce avec des accents sarkozystes ces « *juristes* [qui] *ont bloqué une superbe opération industrielle* ». Au même moment, Jean-Marc Sylvestre regrette sur France Inter « *que les syndicats portent plainte contre la direction de Gaz de France pour ne pas avoir été officiellement informés dans les délais* ». Avec ces salariés qui se croient autorisés à faire valoir leurs droits, plus moyen de privatiser en paix.

1 Commission des affaires économiques de l'Assemblée, audition du 19.7.06.

2 À l'exception notable de ceux présentés par Suez et GDF.

3 « Gaz de France-Suez : l'histoire secrète » (*Les Échos*, 10.3.06), « Les dessous d'une fusion » (*Le Point*, 2.3.06), « GDF-Suez : les coulisses d'une fusion » (*Le Nouvel Observateur*, 2.3.06).

4 Commission des affaires économiques de l'Assemblée, audition du 19.7.06

5 *Le Figaro*, 26.9.06.

6 *« On a beau nous expliquer que la fusion Suez-GDF est le diable personnifié, l'avalanche d'amendements pour paralyser le projet de loi s'apparente au degré zéro de la politique, »* couine entre mille Pierre Taribo, l'éditorialiste de *L'Est républicain* (7.9.06.)

7 Assemblée nationale, 8.9.06.

8 *Le Monde*, 25.11.05.

9 *Le Figaro Économie*, 19.10.06 et *Le Monde*, 9.11.05.

La démocratie participative à coups de fusil…

La République de Counozouls

En 1904, les habitants d'un petit village des Pyrénées audoises formaient spontanément des « jurys citoyens » : armés de pétoires, ils faisaient détaler un homme d'affaires parisien venu confisquer leur forêt pour en faire une machine à sous[1].



Jusqu'à l'époque moderne, la survie de ce village isolé, à 1 000 mètres d'altitude, n'est due qu'à l'élevage et à une agriculture d'autosuffisance. Et, bien sûr à la forêt, qui couvre l'essentiel des quelque 2 800 hectares du domaine. On n'y roule pas sur l'or, et il y a au surplus un féodal à entretenir, avec lequel il faut négocier le droit de faire paître le bétail (droit de « dépaissance ») et celui de prélever le bois indispensable à la construction, au chauffage et à la fabrication d'outils. À Counozouls, le Moyen Âge s'attarde.

La révolution française n'est qu'une parenthèse, au cours de laquelle on assiste à une envolée de têtes à perruques vers l'Angleterre. Parmi elles, la marquise de Poulpry, alors propriétaire et dame de Counozouls, dont les possessions sont placées sous séquestre. En 1800, sitôt la guillotine mise au placard, la marquise rentre de ses vacances londoniennes pour récupérer ses terres. Rien n'a changé dans la vie des montagnards : les anciens maîtres sont revenus, la bourgeoisie s'est engraissée et le clergé – qui célèbre presque autant les puissants que la presse d'aujourd'hui – rêve de revanche.

Presser le citron

À son décès, la marquise fait don du domaine au baron de La Rochefoucault pour le remercier de lui avoir appris des tours de cartes pendant ses longues soirées anglaises. Son fils Albert prend la suite en 1834. En ce début de XIXe siècle, un vent nouveau murmure à toutes les oreilles le mot « rentabilité ». Albert n'est pas sourd : il remet aussitôt en cause les droits d'usage des paysans et baisse le salaire des forestiers. En 1835 et 1845, deux révoltes éclatent, réprimées par l'infanterie. Les procès pour « délit de dépaissance » se généralisent contre les pâtres communaux, employés à veiller sur le cheptel du village.

La rentabilité des terres agricoles dégringole ; la vieille aristocratie terrienne décline et revend ses propriétés à une nouvelle caste d'entrepreneurs dont le mot d'ordre (inchangé) sera : « Presser le citron ». Dans ce contexte survient, en 1894, la vente du domaine à Jules Jodot, investisseur parisien plus intéressé par les chevaux que par les vaches, qui en confie l'administration à un retraité barbichu des Eaux et Forêts. Il ressemble à Laurent Joffrin. Sa mission : presser le citron…

Au bout de deux ans, trouvant l'affaire insuffisamment juteuse, Jodot se rend – pour la première fois – sur place. Il assure au maire que des réformes sont nécessaires pour mettre fin aux archaïsmes qui entravent la marche de la commune vers la modernité : les anciens « privilèges » des villageois sont abolis. En interdisant la forêt, c'est la mort programmée du village que vise le nouveau patron. Sylvestre, le curé, aurait expliqué que les habitants devaient se « responsabiliser » et cesser de dépendre de la *mamma* étatique.

La République au bout des fusils

Le conseil municipal n'a d'autre solution que se tourner vers la justice. D'autant que l'exploitation de la forêt par Jodot ressemble à du vandalisme : des secteurs sont coupés « à blanc », les aires de repos du bétail sont dévastées. Le propriétaire entend réduire de moitié la surface de pacage, et les procès commencent à pleuvoir sur les pâtres récalcitrants. Une guerre de procédures s'engage… En novembre 1900, Jodot a réussi à traîner en justice 20 % de la population adulte du village. Pour un particulier, une condamnation équivaut à la ruine, car le montant de l'amende excède souvent la valeur de son troupeau. Tel les syndicalistes de GDF aujourd'hui, le village se bat pied à pied : appel, pourvoi en cassation… Faisant jouer ses relations, en 1902, le propriétaire obtient de la cour d'appel, puis de la cour de cassation – parisienne – de « cantonner » les droits d'usage dans un mouchoir de poche, sur les terres les plus pauvres.

Voyant que la « grève du vote », décidée par la commune lors des élections cantonales et législatives d'avril pour alerter leur député, n'aboutit pas à grand-chose, un groupe de villageois décide de passer à l'action citoyenne en incendiant le château de la Moulinasse, résidence estivale des seigneurs de Counozouls. Personne n'a rien vu, l'enquête de gendarmerie piétine. Sept jours plus tard, ce sont les deux maisons des gardes qui brûlent… Des « experts » sont alors envoyés par le tribunal pour mettre en œuvre la décision de « cantonnement ». Leur mission tourne court : *« Certains des plus exaltés*, rouspètent-ils dans leur rapport, *nous ont donné à comprendre que ce que nous avions de mieux à faire était de nous retirer au plus tôt. »* Le 6 août, c'est le procès-verbal de trop : dans la soirée, un « jury de citoyens » vote la mort de l'un des gardes. Une embuscade est organisée le lendemain, qui échoue de peu.

Enragé, Jodot exige le règlement immédiat des frais de procédure et interpelle le gouvernement, qui somme le préfet d'agir. Prise en otage, la commune n'a alors plus le choix, elle passe commande de soixante-dix fusils à la manufacture d'armes de Saint-Étienne. *« C'est pour les sangliers »*, explique le maire au préfet… Le 14 juillet 1903, les habitants rassemblés font *« serment de solidarité et de silence, pour tous les actes de révolte passés et à venir.* [Et s'engagent] *à défendre, jusqu'au sacrifice suprême, la république de Counozouls. »* L'état de siège est aussitôt décrété.

L'affaire prend de l'ampleur, le journal *L'illustration* envoie sur place un reporter et un photographe, les politiques commencent à s'agiter, les intellectuels se déchirent : Romain Rolland écrit *Le Théâtre du peuple* ; Courteline, *La Paix chez soi…*

Ce n'est que le 12 novembre que le préfet informe le président du Conseil de la situation insurrectionnelle du village, où l'*« état de surexcitation* [est] *très violent »* : *« la situation topographique de Counozouls constitue une complication de plus*, déplore-t-il. *Si les habitants veulent résister, il faudra assurer la protection des agents d'exécution et des hommes de loi par des forces très importantes.* […] *un conflit sanglant peut se produire »*.

Un banquet bien arrosé

De son côté, Jodot pleurniche et réclame son argent, aussitôt appuyé par un journaliste local aussi progressiste qu'Yves Calvi : *« Je ne peux plus mettre le pied dans mes forêts de Counozouls, pas plus que mon administrateur, M. Duvic. »* Mais, sentant le vent tourner, Jodot finit, penaud, par vendre son domaine, le 4 juin 1904. C'est une victoire pour les insurgés : le nouvel acheteur s'engage à rétablir les droits d'usage. Après trente-deux ans d'exploitation au plus tard et moyennant une redevance annuelle, la propriété du domaine devra revenir au « Syndicat de Counozouls », tout juste créé. Après un banquet bien arrosé, la République de Counozouls est dissoute.

Commence une longue période de labeur pour racheter la forêt, dont le syndicat devient propriétaire en 1930. La Première Guerre mondiale et l'exode rural dispersent la communauté villageoise. Des dissensions voient le jour entre les héritiers des insurgés, au point qu'en 1968 un administrateur judiciaire est nommé par le tribunal de Carcassonne. Le syndicat ne récupère sa gestion qu'en 2000, et renouvelle en 2003 son existence pour 99 ans, échappant de peu à la vente aux enchères. Sa tâche à venir, explique son actuel président, sera de diversifier ses sources de revenus, car le bois rapporte peu, notamment à cause de la concurrence des pays de l'Est. Il faudra aussi empêcher qu'en 2102 un Lagardère quelconque n'achète la commune et, appuyé par une municipalité socialiste, ne transforme la forêt en courts de tennis.

---

1 Cet article tire (presque toutes) ses informations de la monographie de Pierre Vidal *La République de Counozouls*, à compte d'auteur, 2000.

LE PROCÈS... de Laurent Joffrin

Gardes, faites entrer l'accusé !

Le président : Accusé Laurent Mouchard, dit « Joffrin », levez-vous. Vous venez de prétendre que *Libération*, dont vous êtes devenu PDG grâce à Édouard de Rothschild, sera, je vous cite, *« le journal de la société contre le pouvoir économique »* [rires dans la salle]. Mentir est chez vous une vieille habitude. Là, c'est l'infraction de trop.

L'accusé : Mentir ? Édouard est un entrepreneur moderne, sociétal, qui multiplie les initiatives citoyennes !

Le procureur : Comme le licenciement de 82 journalistes ?

La défense : Ces bras cassés ont fait plonger le *cash flow* de la marque *Libé* ! Mon client a montré que *« s'ils avaient passé le temps qu'ils ont passé en AG à écrire des articles, on n'en serait pas là ! »* La presse dont il rêve sera riche en *pop up*, en suppléments publicitaires altermondialistes. Il sait faire. Lisez son éditorial du cahier « Spécial cadeaux » du *Nouvel Observateur* : *« À l'ombre du sapin, tous, pro et anti-consommation, se réconcilient. Militants austères ou consommateurs enragés, ils ne connaissent alors qu'un seul défilé : celui qu'ils forment devant les caisses enregistreuses. Et, après Noël, ils se rassemblent sous une seule banderole où on lit : "Soldes". »* C'est le socialisme de demain !

Le président : Accusé, mettre la gauche à droite, est-ce adroit ? [Il glousse.]

L'accusé : Sur ce terrain, barbiche mise à part, hé, hé !, j'avance à visage découvert depuis plus de vingt ans. En 1984, l'émission « Vive la crise ! », c'était moi. Montand et Minc récitaient ma partition. Mon adagio télévisé était subtil : à bas les grosses caisses des syndicats corporatistes avinés, vive les symphonies techno-monarchistes de Philippe de Villiers.

Le procureur : N'auriez-vous pas plagié ce refrain ?

L'accusé [incapable de contrôler son tic verbal du « hé, hé »] **:** Hé, hé ! que non. Dans mon livre *La Gauche en voie de disparition*, j'expliquais dès 1984 : *« Aux chœurs lourdauds des manifs de la gauche, les Français préfèrent les mélodies légères des chorales de quartier, aux slogans vengeurs les vocalises apaisantes, et aux mouvements de menton des chefs de parti les mouvements de baguette des chefs d'orchestre. »* Pas mal !

Le président : Mais ça ne veut rien dire ! *« Vocalises apaisantes »*, n'était-ce pas plutôt l'époque du capitalisme brutal de Reagan et de Thatcher ?

La défense : Monsieur le Président, Reagan répercutait le cri de la société civile contre l'État, comme Rothschild aujourd'hui. Pour mon client, *« il n'y a pas d'autre moyen de rénover enfin la culture politique de la gauche que d'y injecter massivement les valeurs du marché. En ce sens, le capitalisme est l'avenir de la gauche. Et, face à une bourgeoisie française conservatrice et rentière, la gauche est l'avenir du capitalisme »*. [Cris d'horreur dans la salle, vomissements.]

L'accusé : Hé, hé !

Le président : Qu'entendez-vous faire de *Libération* ?



L'accusé : Rien de plus que ce qu'il est depuis vingt-cinq ans. Serge July m'a appris le journalisme. Mon projet, c'est mon bilan. Je l'ai dressé en 1993 : *« On a été les instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche. »*

Le président : La cour constate votre constance : un an plus tard, vous jugez que BHL, Goupil et Bruckner, *« c'est le genre de courants sur lequel la gauche doit se brancher »*. En 1998, vous réclamez la privatisation d'Air France...

Le procureur : Ce n'était qu'un début...

Le président : En effet. [Il reprend.] En 1999, vous estimez : *« L'Amérique-monde dans laquelle nous vivons désormais est un empire démocratique. Elle s'impose par l'Idée, bien plus que par la force matérielle. »* Bien vu !

L'accusé : Sarkozy, à qui j'en avais parlé, a beaucoup apprécié.

Le président : Hum... Vous exprimez quelques réserves envers la guerre d'Irak, mais pour ajouter : *« L'armée américaine devrait être épaulée, relayée par des troupes européennes, y compris françaises. »* Puis vous célébrez la journaliste du *New York Times* qui a diffusé la propagande du Pentagone sur la présence d'armes de destruction massive en Irak : *« Judith Miller représentait le mieux, au* Times, *la fiabilité et le professionnalisme. »* Son journal la licenciera peu après pour faute grave (600 000 morts) ! Y a-t-il un seul bobard de guerre sur lequel vous n'ayez sauté à pieds joints ?

> « Le capitalisme est l'avenir de la gauche. Et la gauche est l'avenir du capitalisme. »

Le procureur : Monsieur le président, le fait que son hebdomadaire ait été condamné pour *« contrefaçon »* le 11 septembre 2002 par le tribunal de grande instance de Paris ne lui a rien appris ! En mai 2005, *Le Canard enchaîné* révèle qu'il a *« réécrit »* pour le durcir un entretien avec Jacques Delors, car il voulait, face à la montée du « non » au référendum, titrer à la Une, et en lettres énormes : « Delors : "Ils vous mentent !" »

La défense : En matière de faux scoops, mon client n'égale pas Edwy Plenel. Lui aussi briguait la direction de *Libération*. Or l'accusation l'a convoqué... [Un petit homme en noir surexcité déboule dans le prétoire.]

Edwy Plenel : À moi comte, deux mots ! Enfin vous l'emportez, et la faveur du roi vous élève en un rang qui n'était dû qu'à moi. [Le témoin brandit *Le Cid*, de Corneille, et se met à hurler.] Achetez ce livre ! Précipitez-vous ! C'est ça, la démocratie !

L'accusé : Monsieur le Président, ces simagrées me peinent. Edwy [marmonnant dans sa barbiche constellée de morceaux de cake, il se tourne vers le témoin], je mesure que ce fiasco va accentuer ta dégringolade. Sois gentil, cesse d'hystériser les débats. Nous avons toujours combattu ensemble, mais pour régner sur *Libération* il n'y avait qu'un sceptre. Rothschild en détenait la clé. Or moi, je tutoie Nico [Sarkozy], un ami d'Édouard. Hé, hé !

Edwy Plenel [déchaîné par ce ricanement] **:** Regardez tous ! [Le témoin exhibe alors des fiches de police dévoilant la marque de savon à barbe de son rival. La salle est prise de pitié.] Depuis que Mitterrand est mort, plus personne ne m'écoute... [Il sanglote. Deux gardes emmènent la petite teigne moustachue en lui chantonnant une comptine pour enfants.]

Le président : Accusé, quel journalisme comptez-vous pratiquer ?

L'accusé : Je l'ai écrit en 1999 : *« Quoi qu'en dise Bourdieu, les espaces de liberté, dans les médias français, restent considérables, plus grands même qu'ils ne l'ont jamais été. »* Mon journalisme sera celui du refus des connivences [Stupeur dans la salle.]

Le procureur : C'est inouï ! En août 2000, *Le Nouvel Observateur*, que dirige l'accusé, recommande une émission de télévision avec... Joffrin ! Le mois suivant, la couverture du magazine est consacrée à un livre coécrit par Joffrin. En avril 2005, une page du même hebdomadaire célèbre une émission, « Les détectives de l'histoire », animée par... Joffrin. Dans *Le Nouvel Observateur* du 21 mars 2002, Joffrin figure dans la rubrique « En hausse ». Deux semaines plus tard, la rubrique « Les écrivains de L'Obs » applaudit un roman de Joffrin, *La Princesse oubliée*, dont les boutiques « tout à 1 euro » ne savent plus que faire.

L'accusé : Pourtant Raphaëlle Bacqué, du *Monde*, a estimé que j'écrivais *« vite et bien »* [la salle se tord de rire].

Le procureur : [Il reprend] En janvier 2002, notre brillant écrivain [gloussements] avait invité son patron, Jean Daniel, dans l'émission de France Inter qu'il présentait alors. Car l'accusé compense la médiocrité de ses productions par leur fréquence et par la densité de son réseau de connivences (Val, Maris, Bacqué, Hees, Tesson, Giesbert). Et le plus drôle est qu'un jury présidé par le prévenu attribua son « prix de la meilleure Une de presse » au... *Nouvel Observateur.*

Bluffés par un tel culot, le public et la cour applaudissent. L'accusé hésite, puis salue d'une révérence. Rasséréné, il ouvre une boîte de caviar. De petites giclées noires colorent les particules de cake égarées dans sa barbiche. Son acquittement lui paraît acquis. « Hé, hé ! ». Mais la cour reparaît : « Qu'on le rase ! »

Prochain Plan B le 9 février